

LA PRESSE

VICTOIRE DE 6 À 1 EN CAROLINE
**LE CANADIEN
 SURPREND
 LES HURRICANES**
 SPORTS PLUS PAGES 1 ET 6



QUATRE DE NOS SOLDATS TUÉS EN AFGHANISTAN

ANDRÉ DUCHESNE

Quatre ans presque jour pour jour après ses premières pertes, le Canada a connu sa journée la

plus meurtrière hier en Afghanistan. Quatre soldats sont morts à la suite d'une explosion de forte intensité à proximité de leur vé-

hicule sur une route de Gumbad, à quelque 75 kilomètres au nord de Kandahar.

➔ Voir SOLDATS en page A2

DE LA «PRIORITY CANADA» Daniel Lemay en page A4

Vous avez été prévenus Vincent Marissal en page A5

12 000 manifestants contre la vente du mont Orford



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Hier à Montréal, quelques milliers de personnes – 12 000 selon les organisateurs – ont manifesté leur mécontentement face à la décision du gouvernement de Jean Charest de vendre une partie du parc national du Mont-Orford à des intérêts privés en vue d'y construire des condos. Le rassemblement coïncidait avec le Jour de la Terre et constituait la dernière activité officielle des opposants à ce projet. Nos informations en page A6.

MUNICIPALES DE 2009

Tremblay sollicitera un troisième mandat

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, tentera d'obtenir un troisième mandat en 2009. Il a déjà prévenu ses troupes que la propriété de la Ville et l'élimination des nids-de-poule feront partie des conditions essentielles pour remporter le scrutin.

L'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM) a tenu hier matin son premier conseil général postélectoral. Dans son discours de clôture, le maire Tremblay a averti les délégués et les élus : « C'est tolérance zéro, c'est la condition essentielle pour notre réélection dans quatre ans. Notre ville doit être propre aujourd'hui, tous les jours, pour toujours. »

➔ Voir TREMBLAY en page A9



TCHERNOBYL
 20 ANS APRÈS
 SUITE DE LA SÉRIE
 CAHIER ACTUEL

Un drame à la Tom Wolfe



RICHARD HÉTU
 COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK – Dans son dernier roman, *Moi, Charlotte Simmons*, qui vient de paraître en français,

l'écrivain à succès Tom Wolfe fait dire à un de ses protagonistes : « La crose est l'un des deux seuls sports où les garçons blancs peuvent étaler leur machisme. » L'autre est le hockey, soit dit en passant.

Wolfe situe l'action de son roman sur un campus universitaire calqué sur celui de Duke, vénérable institution privée de la Caroline du Nord, surnommée « la Harvard du Sud ». Il y dé-

crit un univers où le savoir et les valeurs morales sont noyés dans l'alcool, le sexe et le sport, sans oublier la rectitude politique.

Encore une fois, le romancier américain frappe en plein cœur de l'actualité, comme il l'avait fait en 1987 en publiant *Le Bûcher des vanités*, sa satire new-yorkaise sur l'argent et le pouvoir.

➔ Voir HÉTU en page A9

SOMMAIRE

Astrologie du jour	LECTURES 17
À tire-d'aile	ACTUEL 22
Bandes dessinées	LECTURES 17
Bridge	ACTUEL 20
Décès	ACTUEL 21
Forum	A 12 et 13
Genies en herbe	LECTURES 16
Grille thématique	LECTURES 16
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 10
Monde	A 10 et 11
Mots croisés	LECTURES 17
Mot mystère	ACTUEL 21
Observateur	LECTURES 17
Personnalité	AFFAIRES 8
Petites annonces	LECTURES 18

Météo

Pluie, maximum 10, minimum 6, plus de détails en page SPORTS 11



Nikon Ensemble D50

- 6 mégapixels
- Système autofocus sur 5 zones
- Flash intégré i-TTL
- Objectif 18-55 mm inclus
- Incluant un sac de transport (valeur de 50\$)

879⁹⁹\$

CARTE SD 512Mo
39⁹⁹\$
 régulier : 59⁹⁹

GARANTIE 2 ANS
 5 ans de garantie sur l'objectif

NIKON COOLPIX P1

- 8 mégapixels et zoom optique 3,5x
- Incluant un étui et un adaptateur sans fil PD10 pour imprimante (valeur de 90\$)

489⁹⁹\$

NIKON COOLPIX P2

- 5 mégapixels et zoom optique 3,5x
- Technologie Wi-Fi
- Fonction D-Lighting

339⁹⁹\$

COFFRET PHOTO NUMÉRIQUE
 Un laboratoire de première qualité pour des souvenirs sans compromis

- 100 impressions photos 4"x6"
- 3 agrandissements 8"x10"
- 1 CD de vos photos archivées

le tout pour 49\$

L.L.Lozeau
 LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

6229, St-Hubert | 514.274.6577
 Montréal (Québec) | www.lozeau.com

lozeau.com accord D Desjardins BEAUBIEN Valide jusqu'au 29 avril 2006

QUATRE CANADIENS MORTS AU COMBAT

LA MISSION N'EST PAS



JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Harper maintient le cap en Afghanistan. Et les trois partis d'opposition appuient le gouvernement dans sa volonté d'y rétablir la paix, l'ordre et la sécurité.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a affirmé hier en conférence de presse que le gouvernement a la ferme intention de poursuivre sa mission en Afghanistan même si quatre autres soldats canadiens ont perdu la vie hier dans la région de Gumbad, à

quelque 75 kilomètres au nord de Kandahar.

Le ministre a soutenu que le Canada a tout intérêt à mener à bien la mission entreprise il y a près de quatre ans. Il faut à tout prix éviter, a-t-il insisté, que ce pays retombe sous l'emprise d'organisations terroristes. Il a aussi affirmé que le peuple afghan souhaite le maintien des quelque 2200 soldats canadiens dans la région de Kandahar.

« C'est avec tristesse que je suis ici devant vous pour vous annoncer que quatre de nos soldats sont morts au combat en Afghanistan. J'ai vu de mes propres yeux le travail que nos soldats font en Afghanistan jour après jour. Nous n'allons pas abandonner le peuple afghan et les terroristes n'auront pas gain de cause », a affirmé M. O'Connor.

« Je suis fier de l'effort et de la contribution de nos soldats, qui mettent leur vie en danger pour défendre notre intérêt national, protéger le Canada contre le terrorisme et aider les gens de l'Afghanistan à reconstruire leur

« Ces soldats travaillaient à offrir au peuple afghan sécurité, démocratie, autonomie et prospérité, et à protéger la sécurité des Canadiennes et des Canadiens. Nous n'oublierons jamais les sacrifices qu'ils ont faits pour le Canada. »

pays », a-t-il ajouté en offrant les condoléances du gouvernement aux familles des défunts.

Les quatre soldats sont morts après que leur véhicule, une jeep de type G-Wagen, a été atteinte

par une bombe artisanale. Trois des militaires sont morts sur le coup : le caporal Matthew Dinning, de Richmond Hill, en Ontario, le bombardier Myles Mansell, de Victoria, en Colombie-Britannique, et le lieutenant

William Turner, de Toronto. Le quatrième soldat, le caporal Randy Payne, de Wainwright, en Alberta, a succombé à ses blessures à l'hôpital.

Il s'agit de l'attaque la plus

meurtrière contre les troupes canadiennes depuis leur déploiement en 2002. Ces pertes surviennent trois semaines après que les députés eurent débattu aux Communes de la pertinence de cette mission. Tous les partis étaient unanimes pour dire que le Canada devait continuer d'y participer.

Dans un communiqué de presse diffusé hier, le premier ministre Stephen Harper a offert ses condoléances aux familles des victimes. « Ces soldats travaillaient à offrir au peuple afghan sécurité, démocratie, autonomie et prospérité, et à protéger la sécurité des Canadiennes et des Canadiens. Nous n'oublierons jamais les sacrifices qu'ils ont faits pour le Canada », a dit le premier ministre.



PHOTO MURRAY BREWSTER, PRESSE CANADIENNE

C'est avec tristesse que ces soldats canadiens en poste en Afghanistan ont appris la mort de quatre de leurs camarades.

Quatre de nos soldats tués en Afghanistan

SOLDATS
suite de la page A1

Leur véhicule G-Wagen faisait partie d'un convoi de quatre voitures qui rentraient à Kandahar. La bombe artisanale a explosé en bordure de la route à 7 h 30 hier matin (vendredi à 23 h, à l'heure de Montréal). Le souffle de la déflagration a renversé le G-Wagen ; les trois autres véhicules n'ont pas été touchés.

« L'explosion a été très forte. J'ai pu voir une photo du cratère creusé par l'engin. Il était profond, d'une taille significative », a indiqué le chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, au cours d'une conférence de presse hier à Ottawa.

Le général Hillier répondait à une question sur la pertinence d'utiliser des G-Wagen dans des endroits

aussi dangereux que la région de Kandahar.

Construit par Mercedes et acquis en 2004 pour remplacer le parc vieillissant de jeep Iltis, les G-Wagen ressemblent à des véhicules utilitaires sport et sont dotés de vitres et de panneaux blindés. Ils demeurent cependant les plus légers et les moins blindés de tous les véhicules terrestres utilisés par les forces canadiennes en Afghanistan.

« La vie de plusieurs soldats canadiens a sans aucun doute été sauvée depuis que nous avons commencé à utiliser les G-Wagen, a assuré le général Hillier. N'importe quel véhicule blindé peut être détruit si on utilise suffisamment d'explosifs en un seul point et qu'on fait sauter la charge au moment approprié. »

Il reste que la composition du convoi sera réétudiée afin de voir comment elle pourrait être améliorée, a ajouté le général.

Attaques multipliées

Trois des quatre soldats sont morts sur les lieux de l'explosion. Il s'agit du caporal Matthew Dinning, 23 ans, du Groupe-brigade mécanisé de Petawawa (Ontario), du bombardier Myles Mansell, réserviste rattaché au 5^e régiment de campagne de Victoria (Colombie-Britannique), et du lieutenant William Turner, 40 ans, rattaché au quartier général du secteur Ouest de la Force terrestre à Edmonton (Alberta).

Le quatrième soldat, le caporal Randy Payne, faisait partie de la police militaire de la base de Wainwright en Alberta. Il a succombé à

des blessures à la tête après avoir été transporté par hélicoptère à l'hôpital de l'aéroport de Kandahar, où il avait été opéré.

Les quatre soldats étaient intégrés à la garde personnelle du brigadier-général canadien David Fraser. Commandant de la brigade internationale pour le sud de l'Afghanistan, Fraser était de passage la veille à Gumbad pour une visite de courtoisie aux notables. Selon Rick Hillier, les Canadiens sont dans cette région à la demande de la population et y resteront un bon moment.

Depuis le début de cette mission, les attaques se sont multipliées contre les militaires canadiens. Il y a une dizaine de jours, un porte-parole des talibans avait déclaré à un journaliste de la *Presse Canadienne* que les insurgés, au courant de la

LES PERTES CANADIENNES EN AFGHANISTAN

> 17 avril 2002 : Quatre soldats canadiens sont tués par le tir fratricide d'un avion chasseur F-16 américain alors qu'ils étaient en exercice près de l'aéroport de Kandahar.

> 2 octobre 2003 : Un véhicule Iltis roule sur des mines antichar et explose dans la région de Kaboul. Deux soldats sont morts.

> 27 janvier 2004 : Un soldat meurt dans un attentat suicide contre son véhicule à Kaboul.

> 24 novembre 2005 : Un militaire meurt à la suite d'une embarquée de son véhicule blindé léger (VBL-3) sur une route de Kandahar.

> 15 janvier 2006 : Le conducteur d'un taxi fait exploser son véhicule au milieu d'un convoi canadien et tue un diplomate du ministère des Affaires étrangères à Kandahar.

> 2 mars 2006 : Embarquée mortelle d'un véhicule blindé léger (VBL 3) sur une route de Kandahar : deux morts.

> 28 mars 2006 : Le soldat Robert Coastall meurt au cours d'un furieux échange de feu avec des insurgés talibans dans la province de Helmand, à 110 km au nord-ouest de Kandahar. Une enquête est encore en cours afin de déterminer s'il a été victime d'un tir ami.

> 21 avril 2006 : Quatre soldats perdent la vie dans l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi près de Gumbad, à environ 75 km au nord de Kandahar.

Source : Défense nationale

LES MISSIONS LES PLUS MEURTRIÈRES

Avec les quatre soldats tués vendredi, les troupes canadiennes comptent maintenant 15 décès depuis leur arrivée en Afghanistan, en février 2002. Cela en fait l'une des missions les plus meurtrières depuis la guerre de Corée. Voici quelques statistiques sur la participation canadienne à diverses missions militaires depuis 1950.

Mission	Décès
Corée (1950-1953) :	309
Égypte (1956-1967) :	53
Chypre (1964-) :	28
Afghanistan (2002-) :	15
Ex-Yougoslavie (1992-1995) :	13 (11 selon l'ONU)
Autres missions :	27

Total (sans compter la Corée) : 136

division des Canadiens sur la pertinence de cette mission, compaient intensifier les attentats afin de faire plier bagage à leurs troupes.

Hier, un porte-parole des talibans a revendiqué l'attentat au nom de ce groupe qui a régné sur l'Afghanistan jusqu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Il a ajouté que la bombe artisanale avait été télécommandée.

Tous les spécialistes militaires s'entendent pour dire que Kandahar est l'une des régions les plus dangereuses du pays, non seulement parce qu'elle est le berceau historique des talibans, mais aussi en raison de l'intense culture de pavot qu'on y pratique. Plusieurs estiment que les attaques iroent en s'accroissant.

Les dépouilles des quatre soldats devraient être rapatriées d'ici mardi soir.

Avec la collaboration de Joël-Denis Bellavance

QUATRE CANADIENS MORTS AU COMBAT

REMISE EN QUESTION

« Jour après jour, les membres de la mission canadienne en Afghanistan sont confrontés à des risques semblables. Je suis fier du travail effectué sur le terrain et je suis fier des hommes et des femmes qui chaque jour risquent leur vie pour

Hier, le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD ont réitéré leur accord avec la présence canadienne à Kandahar. Le critique libéral en matière de Défense, Ujjal Dosanjh, a déclaré à *La Presse* : « Quand nous avons entrepris cette mission,

qu'un soldat canadien est tué. Ceux qui ont des réserves pourront les exprimer lorsque le gouvernement sera appelé à prolonger la mission en février 2007, a-t-il dit.

Le député bloquiste Claude Bachand a fait écho aux propos de M. Dosanjh. « Cela fait un bout de temps que l'on dit que c'est une mission dangereuse. C'est déplorables. Nous avons offert nos condoléances aux familles. Mais il faut s'attendre à des pertes humaines. Cela ne change pas le but de la mission. Nous ne pouvons pas permettre aux talibans de revenir au pouvoir, de rouvrir des camps terroristes et de planifier en toute paix de conscience des attaques contre les capitales occidentales. Il faut vraiment stabiliser la situation dans ce pays », a-t-il plaidé.



« Quand nous avons entrepris cette mission, nous savions qu'elle était dangereuse. Nous savions qu'il y aurait des pertes. Mais cela n'amoindrit pas la douleur quand ces pertes surviennent. »

« Améliorer la situation », a ajouté M. Harper. Il avait d'ailleurs rendu visite aux troupes canadiennes en Afghanistan quelques semaines seulement après avoir pris le pouvoir afin de leur témoigner l'appui de son gouvernement.

nous savions qu'elle était dangereuse. Nous savions qu'il y aurait des pertes. Mais cela n'amoindrit pas la douleur quand ces pertes surviennent. »

Il a ajouté qu'il ne faut pas tout remettre en question chaque fois



PHOTO LES PERREAUX, ARCHIVES PC

Né à Toronto et basé au quartier général du secteur de l'Ouest de la Force terrestre d'Edmonton, le lieutenant William Turner s'était porté volontaire comme coopérant civil-militaire en Afghanistan.



PHOTO FOURNIE PAR L'ARMÉE CANADIENNE

Le caporal Matthew Dinning, de Richmond Hill, en Ontario, était stationné au quartier général du 2^e Groupe-brigade mécanisé du Canada à Petawawa, en Ontario.

Les quatre soldats tués connaissaient les risques

Les familles doivent maintenant encaisser le choc

RAYMOND GERVAIS

Le bombardier Myles Stanley John Mansell, réserviste du 5^e régiment de campagne de la Colombie-Britannique, était bien au courant des risques que comportait son métier et de la situation en Afghanistan.

Il a écrit récemment à des collègues de son unité au Canada : « J'ai réalisé ce qui se passe ici dès que j'ai débarqué de l'avion et qu'on m'a remis mes munitions. L'autre jour, nous étions à Kandahar, il y avait du monde partout et les automobiles venaient vers nous en tous sens. On ne cessait de se demander : Est-ce que c'est cette voiture ? Rien ne s'est passé ce jour-là et nous sommes rentrés à la base sains et saufs. Peut-être la prochaine fois ? »

Natif de Victoria, en Colombie-Britannique, Mansell devait se marier en novembre après son engagement de neuf mois en Afghanistan. Ce charpentier de métier était reconnu dans son unité comme un boute-en-train. Un de ses camarades d'unité a écrit hier : « Myles va nous manquer. Il mettait de l'ambiance dans notre unité et était un ami sincère. » Un autre soldat a écrit à la famille du disparu : « Je suis peiné pour vous, nous sommes de tout coeur avec vous. »

Hier, des membres de la famille de Mansell se sont réunis à Victoria pour se consoler. « Nous sommes présentement très affectés par la mort de Myles », a déclaré la belle-soeur du soldat. « Donnez-nous du temps pour encaisser le choc. »

Le frère du disparu, Michael, a déclaré hier aux soldats de

l'unité de son frère : « Je suis attristé par la mort du bombardier Myles Mansell, tué alors qu'il était en patrouille vendredi. Je suis très fier de ce que mon frère a fait et de ce que font les sol-

« L'autre jour, nous étions à Kandahar, il y avait du monde partout et les automobiles venaient vers nous en tous sens. On ne cessait de se demander : Est-ce que c'est cette voiture ? Rien ne s'est passé ce jour-là et nous sommes rentrés à la base sains et saufs. Peut-être la prochaine fois ? »

dats canadiens. Myles est mort en faisant ce en quoi il croyait, en essayant de bâtir un monde meilleur pour tous. En 2003, Mansell s'était porté volontaire pour aller combattre un incendie de forêt en Colombie-Britannique. »

Un autre réserviste

Le lieutenant William Turner, né à Toronto et basé au quartier général du secteur de l'Ouest de la Force terrestre d'Edmonton, était lui aussi réserviste. Il s'était porté volontaire comme coopérant civil-militaire en Afghanistan.

En mars dernier, il avait remplacé au pied levé le lieutenant Trevor Greene, blessé griève-

ment à la tête après avoir été attaqué par derrière par un homme armé d'une hache. Le lieutenant Turner, âgé d'une quarantaine d'années, était facteur dans la vie civile. Il y a environ un mois, il avait déclaré à *La Presse Canadienne* qu'il était « un des vieux » lors d'une visite dans un village du nom de Zangantan, en Afghanistan. « Je suis le maillon le plus faible du groupe. Je suis très bien protégé et on me surveille de près », avait-il déclaré.

Turner était en très bonne condition physique. Pour lui, qui s'adonnait à la course à pied, gravir une montagne en Afghanistan ne représentait pas un grand défi, au grand dam de ses camarades de 20 ans, qui arrivaient au sommet de la colline en sueur.

« Petit à petit, nous allons répondre aux besoins de ces gens mais, présentement, c'est la sécurité qui prédomine », avait-il déclaré.

Deux militaires de carrière

Les deux autres militaires canadiens qui ont perdu la vie vendredi sont membres de la police militaire, les caporaux Matthew Dinning, de Richmond Hill, en Ontario, et Randy Payne, né à Wainright, en Alberta.

Dinning était stationné au quartier général du 2^e Groupe-brigade mécanisé du Canada à Petawawa, en Ontario, tandis que le caporal Payne était basé en Alberta. Ce dernier est le seul des quatre militaires canadiens à ne pas avoir été tué sur le coup lors de l'attaque des talibans contre son convoi.



PHOTO CAPORAL ROBIN MUGRIDGE, GRACIEUSEMENT DE L'ARMÉE CANADIENNE

Le caporal Randy Payne, né à Wainright, en Alberta, est le seul des quatre militaires canadiens à ne pas avoir été tué sur le coup lors de l'attaque des talibans contre son convoi. Il est mort à l'hôpital.



PHOTO FOURNIE PAR L'ARMÉE CANADIENNE

Le bombardier réserviste Myles Mansell était originaire de Victoria. Charpentier de métier, il devait se marier en novembre prochain après son engagement de neuf mois en Afghanistan. Mansell avait joint le 5^e régiment de campagne de la Colombie-Britannique en 1998.

QUATRE CANADIENS MORTS AU COMBAT

ACTUALITÉS

De la « Priorité Canada »



DANIEL LEMAY

Les seules pertes d'hier à Gumbad n'amèneraient pas un soldat à réclamer la fin de la mission en Afghanistan.

Ceux qui adopteraient cette position devant leurs compagnons d'armes se verraient vite suggérer de changer de métier, d'aller, comme ils disent, « chauffer un bureau dans le civil ». Là où c'est moins dangereux.

Les militaires — au Canada, tous des volontaires — savent qu'ils peuvent être appelés à participer à des missions à haut risque. Certains s'enrôlent précisément dans ce but ; la plupart l'acceptent comme le prix à payer pour exercer une profession offrant un mélange unique d'apprentissages, de découvertes et de possibilités d'« action ».

Ainsi, hier, le chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, n'appréhendait aucun impact négatif ni sur le moral des troupes du prochain contingent (qui partira pour l'Afghanistan en juin) ni sur la présente campagne de recrutement des Forces canadiennes : « C'est pour ça que les jeunes s'enrôlent... » « Ça », c'est à la base même de la notion de service militaire. « Ça », c'est la mission. Au Canada, comme dans toutes les démocraties du monde, le rôle de l'armée est de remplir les missions que lui confie le pouvoir civil.

Quand c'est l'Armée qui décide de ses propres missions — occuper la capitale, par exemple, ou le parlement —, on ne parle plus de démocratie.

Dans le cas de l'Afghanistan, la mission consiste à « mener des opérations globales et intégrées (armée,



PHOTO JONATHAN HAYWARD, PC ©

Le chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, n'appréhende aucun impact négatif sur le moral des troupes du prochain contingent.

aviation, marine, forces spéciales) pouvant aller de l'aide humanitaire au combat, de concert avec les partenaires nationaux et internationaux, en vue d'effets décisifs à l'appui des intérêts nationaux du Canada ».

À la récente Conférence des associations de la défense, le général Hillier a expliqué que l'intérêt canadien, vu globalement, résidait dans « la mise en place des conditions de stabilité là-bas avant que l'instabilité ne soit exportée ici ». Stabilité, poursuivait-il, à laquelle peuvent s'opposer divers groupes qui ont plus d'intérêt dans le chaos — talibans, chefs de guerre, marchands d'opium (l'Afghanistan en a produit

3000 tonnes en 2005) et terroristes de toutes allégeances. On est loin de Chypre : « Il est fini le temps du positionnement traditionnel entre deux belligérants qui avaient juste besoin d'un peu d'aide pour arriver à la paix... »

Pour faire face à ce nouveau type de conflit, les Forces canadiennes ont dû procéder à une révision globale de leurs structures et de leurs procédés en matière de formation, de dotation et d'opérations ; l'exercice a pris le nom de « transformation ». Un des objectifs de la transformation est aussi de « connecter » avec le public, trop longtemps ignorant des affaires militaires. Pour l'état-major, cette prise de

contact avec la population canadienne s'appuie sur trois axes.

« Priorité Canada » : toutes les opérations des Forces canadiennes servent les intérêts du pays ; dans le verglas ici ou dans la montagne afghane, les FC travaillent au bien général et, partant, sont motif de fierté pour tous les Canadiens.

Et le message a été passé à tous les généraux de passer le message... « L'Afghanistan n'est pas une mission des Forces canadiennes, c'est une mission du peuple canadien », déclarait fin mars le major-général Andrew Leslie, ancien commandant de la Force opérationnelle à Kaboul, au souper-conférence des anciens du Collège militaire royal

de Saint-Jean. « Cette mission, difficile et dangereuse, demande du courage ; nos soldats n'en manquent pas, n'avez crainte. Mais les Canadiens doivent aussi faire preuve de courage en réfléchissant sur la volonté nationale face à cette mission. Les talibans, nous autres, on va s'en occuper... »

Pour l'heure, les soldats canadiens doivent poursuivre leur mission la plus dangereuse depuis la guerre de Corée en sachant qu'un Canadien sur deux n'y voit pas l'intérêt du pays.

Les « maîtres politiques » doivent à nos soldats d'activer la réflexion collective sur cette « Priorité Canada ».

L'ÉVÉNEMENT BLEU À L'HONNEUR



HYUNDAI

0%

Financement à l'achat disponible jusqu'à 60 mois sur modèles sélectionnés.



EN LOCATION à partir de

189\$*** traction avant PDSF : 20 995 \$
par mois/60 mois
2 995 \$ comptant
0 \$ dépôt de sécurité

La Sonata, gagnante de la meilleure voiture familiale de moins de 35 000 \$ selon l'AJAC.



EN LOCATION à partir de

229\$**** 4 cylindres PDSF : 21 995 \$
par mois/48 mois
3 995 \$ comptant
0 \$ dépôt de sécurité



EN LOCATION à partir de

169\$* 4 portes PDSF : 13 995 \$
par mois/60 mois
1 995 \$ comptant
0 \$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus



EN LOCATION à partir de

229\$** PDSF : 20 675 \$
par mois/60 mois
2 995 \$ comptant
0 \$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus



SANTA FE GL 2006

SONATA GL 2006

L'ÉVÉNEMENT BLEU À L'HONNEUR

Hyundai vous présente ses offres spéciales du printemps.

Hâtez-vous, c'est pour un temps limité. Visitez votre concessionnaire Hyundai dès aujourd'hui. Faites un essai routier et laissez-vous convaincre par nos nouveaux véhicules 2006. L'événement bleu Hyundai, c'est pour vous avant tout.

hyundaicanada.com

Photos à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ACCENT GL 4 portes 2006 à partir de 169 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 12 135 \$. Comptant de 1 995 \$, dépôt de sécurité (0 \$) inclus. Frais de livraison et de destination (1 345 \$) inclus dans la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RPPM) au Québec, d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport, d'administration du concessionnaire et un plein de réservoir d'essence. ** Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour la TIBURON de base 2006 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 16 725 \$. Comptant de 2 995 \$, dépôt de sécurité (0 \$) inclus. Frais de livraison et de destination (1 345 \$) inclus dans la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RPPM) au Québec, d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location de 350 \$ en sus. ** Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour la SANTA FE GL à traction avant 2006 à partir de 189 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 14 335 \$. Comptant de 2 995 \$, dépôt de sécurité (0 \$) inclus. Frais de livraison et de destination (1 545 \$) en sus de la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RPPM) au Québec, d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location de 350 \$ en sus. *** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 4 cylindres 2006 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 11 927 \$. Comptant de 3 995 \$, dépôt de sécurité (0 \$) inclus. Frais de livraison et de destination (1 345 \$) en sus de la mensualité. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RPPM) au Québec, d'immatriculation, d'assurance et d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport, d'administration du concessionnaire et un plein de réservoir d'essence. kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre supplémentaire. Option d'achat à terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada, une filiale de Hyundai Motor America et sont utilisées sous licence. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 avril 2006.



VINCENT MARISSAL

Vous avez été prévenus

Il y a des choses, selon Stephen Harper, auxquelles il vaudra mieux s'habituer, comme le prix élevé du pétrole, les mesures de contrôle à la frontière canado-américaine et la mort de soldats canadiens en Afghanistan.

On peut être en désaccord avec les déclarations et la politique de Stephen Harper, mais on ne peut pas lui reprocher de ne pas être clair.

Il a dit, en mars, lors de sa visite en Afghanistan : le Canada est là pour rester, et oui, nos soldats risquent leur vie dans une zone extrêmement dangereuse.

Il a répété jeudi à Montréal, lors de son discours devant la chambre de commerce : « J'ai confiance dans notre leadership dans le monde, qui s'exprime en Afghanistan. » Apparemment, le leadership canadien dans le monde s'exprime, notamment, par la mort de nos soldats sur le terrain.

Stephen Harper l'a réaffirmé hier dans un laconique communiqué envoyé six heures après l'annonce de la mort de quatre soldats près de Kandahar : « Jour après jour, les membres de la mission canadienne en Afghanistan sont confrontés à des risques semblables. Je suis fier du travail effectué sur le terrain et je suis fier des hommes et des femmes qui chaque jour risquent leur vie pour améliorer la situation. »

Il vaudrait donc mieux s'habituer à l'arrivée de ce genre de nouvelles sur les fils de presse à tout moment, et ne pas se lancer dans une nouvelle séance de remise en question ou de thérapie de groupe nationale à chaque fois. Le gouvernement Harper, question de bien faire comprendre que nous sommes en guerre, a même décidé de ne plus mettre les drapeaux en berne à Ottawa

On peut être en désaccord avec les déclarations et la politique de Stephen Harper, mais on ne peut pas lui reprocher de ne pas être clair.

quand des soldats perdent la vie.

Vous avez été prévenus. Restez maintenant à savoir quel est votre seuil de tolérance aux *body bags*. Autrement dit : à partir de combien le nombre de soldats morts devient-il inacceptable ?

Politiquement parlant, le premier ministre Harper marche pour le moment en terrain sûr. Il a accordé ce mois-ci aux partis d'opposition le débat aux Communes qu'ils réclamaient, ce qui lui a d'ailleurs permis de donner une nouvelle légitimité à la mission en Afghanistan.

Moralement, M. Harper est aussi solide. Son court séjour en Afghanistan aura démontré son

appui inébranlable aux troupes en plus de servir à expliquer clairement ce que nous faisons là-bas et pourquoi. Encore là, on peut fort bien ne pas être d'accord (ce qui n'est pas le cas des partis d'opposition, qui appuient tous la mission), mais la situation est claire.

À moins que la mission canadienne en Afghanistan ne tourne au carnage, comme c'est le cas

pour les Américains en Irak, Stephen Harper pourra garder le cap jusqu'en février 2007, fin prévue de notre engagement.

Personne ne pense sérieusement que les soldats canadiens plieront bagage en février, mais il faudra que le gouvernement Harper prenne une décision. Les libéraux auront alors un chef tout neuf et la fièvre électorale sévira probablement à Ottawa. La suite des choses dépendra alors beaucoup de l'opinion publique, qui, elle, réagit mal à la mort de soldats.

Les sondages qui ont suivi la visite de M. Harper en terre afghane ont démontré la grande am-

bivalence des Canadiens à l'égard de cette mission. La démocratie, la reconstruction, très bien. Mais de nombreux Canadiens (et pas seulement des Québécois, même si ce sentiment est plus fort ici) considèrent que la chasse aux terroristes, c'est la guerre de George Bush. Et quand on constate dans quel borbier s'enfoncent les États-Unis en Irak, on peut craindre, en effet, qu'il nous arrive la même chose en Afghanistan.

C'est beaucoup demander aux Canadiens de trouver normal, en 2006, d'envoyer de jeunes hommes et femmes au casse-pipe.

On ne peut pas, c'est vrai, sombrer dans un psychodrame national à chaque coup dur, mais banaliser des événements comme ceux d'hier, c'est perdre le réflexe et la capacité de se poser quelques questions sur notre engagement en Afghanistan ou ailleurs dans le monde.

Stephen Harper affirme, comme M. Bush d'ailleurs, que si nous sommes déployés dans d'autres pays, c'est d'abord pour protéger le nôtre.

On pourrait débattre de cela indéfiniment, mais tout le monde se souvient ici que nous sommes en Afghanistan d'abord et avant tout parce que nous ne sommes pas allés en Irak.

À en juger par la réaction des Canadiens hier sur différents sites Internet de médias anglophones, M. Harper a encore beaucoup de travail à faire pour expliquer à ses compatriotes pourquoi nous devons envoyer nos jeunes soldats se faire sauter sur des routes poussiéreuses au bout du monde. Tout sondeur qui se respecte vous dira que la réaction de l'opinion publique est nécessairement exacerbée dans les jours qui suivent un drame et que l'émotion prend temporairement le dessus sur la raison.

C'est certainement vrai, mais l'opposition à la mission canadienne en Afghanistan n'est pas que circonstancielle.

Et les opposants ne sont pas nécessairement de doux sentimentaux et encore moins de mauvais Canadiens.

Seulement des gens normaux qui se posent des questions quand quatre jeunes hommes qui « travaillaient à offrir au peuple afghan sécurité, démocratie, autonomie et prospérité, et à protéger la sécurité des Canadiennes et des Canadiens », pour reprendre les termes de M. Harper, meurent dans l'explosion de leur véhicule.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur vincent.marissal@lapresse.ca

EN BREF

Bush présente ses condoléances

Le président George W. Bush a présenté ses condoléances hier au premier ministre Stephen Harper, après la mort de quatre soldats canadiens. Les deux leaders ont également discuté de la formation d'un nouveau gouvernement en Irak, selon un communiqué de la Maison-Blanche, Scott McClellan. Les quatre soldats canadiens ont été tués par une bombe artisanale au cours d'une patrouille dans la province de Kandahar, la plus touchée par la violence en Afghanistan. Le Canada a déployé 2300 soldats à Kandahar en février et a pris le commandement des troupes de la coalition dans cette province du sud du pays.

Agence France-Presse

Deux roquettes sur la base de Kandahar

Deux roquettes ont touché la piste de la base aérienne principale de la coalition à Kanda-

har, en Afghanistan, tôt hier matin, ont indiqué les autorités militaires. Un porte-parole du quartier général de la brigade, le major Scott Ludy, a expliqué que deux roquettes de 107 mm avaient été tirées en direction de la base, selon les experts en explosifs. Les experts poursuivaient l'examen du lieu des impacts, a ajouté le major. Il semble qu'aucun dommage ou blessé ne soit à déplorer, a-t-il précisé. Les hélicoptères de la coalition ont décollé immédiatement après l'attaque. La base est demeurée fermée pendant la plus grande partie de la nuit. Des projectiles identiques avaient été lancés sur la base à deux autres occasions auparavant.

Presse Canadienne

Drapeaux déployés

Les drapeaux n'avaient pas été mis en berne sur la colline parlementaire et les édifices fédéraux à Ottawa, à la suite de l'annonce de la mort de quatre soldats canadiens en Afghanistan. Questionné à ce sujet au cours d'une conférence de presse au quartier général du ministère de la Défense nationale, le ministre Gordon O'Connor a indiqué qu'il en serait dorénavant ainsi. « Nous revenons à la tradition vieille de 80 ans de commémorer tous les soldats

morts, à la guerre ou en opération, à l'occasion d'une journée unique, le 11 novembre, a dit le ministre. À la Défense nationale, nous suivons nos propres politiques et vous remarquerez que les drapeaux ont été mis en berne aux endroits appropriés. »

André Duchesne

Premiers G-Wagen

La Défense nationale a acquis ses premiers véhicules G-Wagen, à titre d'essai, en avril 2002, avant de confier à leur concepteur, Mercedes-Benz, un contrat de 126 millions le 21 octobre 2003. Il s'agissait d'acheter 802 de ces véhicules et 118 boucliers blindés de protec-

tion. Cet achat survenait moins de trois semaines après qu'une vieille jeep Iltis eut sauté sur une mine dans la région de Kaboul, tuant deux soldats canadiens. Après accord avec le constructeur, la livraison des premiers G-Wagen s'est accélérée. Les 60 premiers sont arrivés en Afghanistan en avril 2004. Selon le site Internet français Auto123.com, le G-Wagen ressemble aux Hummer H1 Alpha américains et aux Land Rover Defender britanniques. L'automne dernier, à la suite de l'intervention de trois soldats canadiens, tous les G-Wagen utilisés en Afghanistan ont été coiffés d'une nouvelle tourelle blindée destinée à mieux protéger les mitrailleurs.

André Duchesne

Disons-leur merci!

Au Québec, plus d'un million de bénévoles



organisent
entraînent
accompagnent
aident
soulagent
animent
encouragent
défendent
conseillent

Le Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ) mobilise les fédérations et associations québécoises de seize (16) secteurs de l'action bénévole.

Cette affiche-hommage a été produite par le RABQ,

grâce à la participation du gouvernement du Canada



et le soutien financier du gouvernement du Québec



Une expérience incomparable.



TEMPUR-PEDIC
MATELAS ET OREILLERS
SUEDOIS ALLEGENT LA PRESSION

Tempur transforme votre vie.



« Je crois pouvoir dire en toute confiance, si j'en juge par mon expérience et celle de mes amis, que vous offrez la garantie d'une bonne nuit de sommeil. Après avoir dormi sur ce matelas, personne ne voudra plus dormir sur autre chose. »

MAINTENANT
15 MAGASINS

- BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle
- BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
- CHATEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste
- FLEURY 1448 rue Fleury E.
- LACHENAIE 1313 Montée Masson
- LASALLE 1734 boul. Dollard
- LAVAL 1860 boul. Le Corbusier
- MONTRÉAL 5164 avenue du Parc
- N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.
- OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.
- REPENTIGNY 85 boul. Brien
- ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé
- ST-JEROME 30 rue Bélanger
- ST-LEONARD 5836 boul. Métropolitain E.
- VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles

Matelas BONHEUR

www.matelasbonheur.ca 1 877 BONHEUR TOUS LES MATELAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT

Un seul numéro pour accéder la succursale la plus près 1-877-266-4387 • MATELAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES

ACTUALITÉS

MONT ORFORD

Des milliers de manifestants s'opposent au projet de vente

HUGO DE GRANDPRÉ

Quelques milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Montréal, hier, pour réclamer l'abandon du projet de vente d'une partie du parc national du Mont-Orford à des intérêts privés.

Venus de tous les horizons, les manifestants ont marché de la place du Canada, au coin de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque, jusqu'au parc Jeanne-Mance, au pied du mont Royal.

Devant une foule d'où émergeaient pancartes, fleurdelisés et même drapeaux des Patriotes, plusieurs personnalités ont pris le micro.

« On demande au gouvernement de réfléchir et de revenir sur sa décision de passer par une loi spéciale pour contourner la loi sur les parcs », a déclaré la professeure de droit Suzanne Comtois, porte-parole de la Coalition SOS Parc Orford.

« Il est impératif que l'on ait une approche cohérente de protection des parcs, et ça ne peut être remis en question chaque fois qu'un promoteur lance un projet. »

SOS Parc Orford a été créée en mars pour lutter contre la cession par appel d'offres de 649 hectares de terrain du parc national en vue d'y construire des condos.

Jusqu'ici, une première manifestation a eu lieu à Orford le 26 mars et un spectacle bénéfice a eu lieu à Sherbrooke le 11 avril.

Jour de la Terre

Le rassemblement d'hier, qui coïncidait avec le Jour de la Terre, était la dernière activité officiellement prévue par le groupe. « Maintenant, on attend que le gouvernement bouge », a poursuivi M^{me} Comtois.

Les organisateurs ont évalué à 12 000 le nombre de personnes venues défilier hier. La police n'a pas fourni de chiffres officiels. Par comparaison, en 2004, entre 7000 et 8000 personnes avaient manifesté contre le premier anniversaire de l'invasion de l'Irak. Seulement 1500 s'étaient mobilisées contre le projet du Suroît.

« M. Charest ne réalise pas la grande portée symbolique de ça, a déclaré Richard Séguin, tête d'affiche du mouvement, qui a présenté une chanson composée pour l'occasion. La pétition est déjà rendue à 45 000 noms et ça ne s'arrêtera pas là. Ce serait noble de sa part de se retirer. »

La coalition a pourtant refusé la semaine dernière de rencontrer le ministre du Développement durable et de l'Environnement, Claude Béchard.

Selon SOS Orford, la rencontre ne devait porter que sur le projet de loi, sur lequel la coalition refuse de pactiser.

Le Ministère a rétorqué qu'elle s'étendait au contraire sur l'ensemble de la question.

« J'ai tendance à faire davantage confiance à la coalition qu'aux paroles de Claude Béchard », a tranché Françoise David, qui était accompagnée de membres de Québec solidaire.

La députée péquiste Louise Harel, pour sa part, a donné un aperçu de la suite des choses à Québec.

« On reprend les travaux à l'Assemblée mardi et on aura l'occasion de relancer tout le débat (avec le gouvernement Charest), a-t-elle rappelé. Il ne s'échappera pas aussi facilement qu'il le croit. Il va y avoir des commissions parlementaires, l'étude article par article d'un projet de loi, il va falloir mettre en tutelle la municipalité du Canton-d'Orford... Il n'est pas au bout de ses peines ! »



Plusieurs personnalités ont pris le micro devant une foule d'où émergeaient pancartes, fleurdelisés et même drapeaux des Patriotes. PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Peu de progrès à Caledonia

HUGO MEUNIER

CALEDONIA — Deux jours après le raid policier, les négociations ont un peu progressé en vue de dénouer la crise qui secoue la petite communauté de Caledonia.

Une lueur d'espoir qui n'a pas empêché un déferlement de sympathisants des Six-Nations et d'ailleurs sur le terrain revendiqué par les autochtones, sur lequel un projet résidentiel est prévu.

Les échos de la rencontre amorcée vendredi entre les gouvernements, les représentants des Six-Nations et Henco, le promoteur au coeur du litige, ont du mal à se rendre jusqu'aux oreilles des résistants. La plupart ignoraient où s'étaient déroulées les négociations et qui parlait en leur nom.

En milieu de journée, les chefs

des nations Mohawk et Cayuga, épuisés par des négociations qui se sont étirées jusqu'à 4h30 du matin, sont venus éclairer les résistants.

Comme par hasard, le soleil est apparu à peu près au même moment, après une journée de grisaille. D'entrée de jeu, le ton a été donné. « Je ne veux pas trop parler », a lancé Allen MacNaughton aux journalistes. Le chef Mohawk, qui siège à la confédération iroquoise des Six-Nations, s'est dit fier de constater que la paix règne toujours à Caledonia, après les violences de jeudi matin. Le représentant autochtone été assuré qu'aucun autre raid policier n'était au menu.

Peu loquace au sujet des négociations, M. MacNaughton a néanmoins salué le geste des gouvernements, qui ont autorisé la

nomination d'un médiateur fédéral. « On a encore quelques problèmes à régler », a simplement indiqué le chef autochtone.

M. MacNaughton a ensuite ajouté que les barricades faisaient partie des problèmes à régler, mais il s'est refusé à tout autre commentaire à ce sujet.

« Nous n'envisageons pas la démolition de la barricade à court terme », a pour sa part déclaré un des représentants autochtones, Clyde Powless, un peu plus tôt dans la journée.

Depuis deux jours, des rumeurs veulent qu'une entente soit imminente. Les négociations ont d'ailleurs repris hier après-midi.

Calme et agitation

En dehors des discussions politiques, c'était calme hier à la barricade de la rue Argyle. Tôt hier

matin, trois hommes gardaient la structure improvisée, protégés des averses et du vent froid par une toile bleue. Une grande banderole sur laquelle on peut lire « Native-land » a été accrochée à la barricade.

Assis sur une bûche près d'un feu agonisant, un jeune homme fredonnait des chants traditionnels, les yeux rivés au sol. Debout près de lui, un warrior grillait une cigarette, vêtu d'un imperméable aux couleurs militaires. Si la police provinciale ontarienne a l'intention de demeurer en retrait, ce solide gaillard ne croit pas que la tempête soit passée pour autant. « C'est une question de temps avant que la Gendarmerie royale du Canada ne débarque, peut-être même l'armée », a-t-il souligné. Et ce jour-là ? « On sera prêt. »

Selon des résistants, des sympa-

thistes d'un peu partout dans le monde, surtout du nord des États-Unis, sont venus appuyer la résistance des Six-Nations. « Des gens sont venus de France, d'Allemagne, du Chili. On a même quelqu'un débarqué de Palestine », a énuméré un manifestant. Si seuls quelques adolescents masqués de foulards traînaient autour de la barricade, plus de 200 personnes étaient rassemblées sur le terrain en litige, à un jet de pierre de là. Ce dernier est toujours interdit d'accès aux médias. Mais des clameurs et des signes d'agitation se sont fait entendre lorsque les chefs ont rencontré les résistants.

Les quelques autres barrages — trois, apparemment — érigés sur les routes autour de la réserve auraient presque été désertés. Les policiers bloquent néanmoins toujours les accès pour s'y rendre.



PHOTO NATHAN DENETTE, PC ©

Les barricades font partie des problèmes à régler. Entre-temps, le drapeau des Six-Nations est omniprésent tandis que des citoyens de la communauté montent la garde.

Frustrés d'être pris en otages

HUGO MEUNIER

La grogne commence à monter chez certains habitants de Caledonia et des villes environnantes, frustrés d'être pris en otages dans leur propre région.

Plusieurs voix se sont élevées parmi la population pour dénoncer les désagréments provoqués par le siège autochtone et par les barricades qui les empêchent d'accéder à plusieurs routes, dont la rue Argyle, qui fend la région en deux.

Une vingtaine de personnes, des résistants de Caledonia pour la plupart, s'étaient agglutinées près des rubans jaunes de la police rue Argyle, en milieu d'après-midi, et pestaient contre l'interdiction de passage.

« On veut se faire expliquer pourquoi on ne peut pas traverser la ligne. On n'est pas des touristes, on est chez nous. On paie des taxes, pas eux ! » a lancé un homme en montrant du doigt les autochtones derrière leur barricade, quelque 100 mètres plus loin.

« S'ils (les résistants) veulent ré-

gler ça pacifiquement, qu'ils enlèvent cette barricade de la rue ! » a crié un autre homme sous les applaudissements.

Dans un geste de défi, une poignée d'adolescents sont aussi venus brandir un drapeau canadien au nez des résistants.

Un tract a également commencé à circuler parmi les citoyens de Caledonia pour les inviter à un « rassemblement pacifique » demain soir. Pourquoi ?

« Pour exprimer notre haine, notre frustration envers notre gouvernement, pour avoir abandonné notre communauté, nos commerces, nos propriétés et nos droits de citoyens canadiens », peut-on lire sur le document.

Un peu plus tôt, hier, un citoyen de Caledonia, Steve Tong, s'était fait le porte-parole d'une trentaine de personnes du voisinage.

Les propos de l'homme de 33 ans étaient moins hostiles que ceux de certains concitoyens à l'égard des résistants autochtones.

« Ce n'est pas un problème entre les gens de Caledonia et les autochtones, c'est le rôle du gouver-

nement de régler le problème », a-t-il souligné.

Les événements qui frappent la ville où il a grandi ne lui font pas peur, encore moins les résistants qui y participent.

« La moitié de ces gars sont allés à l'école avec moi, on a tous joué au basketball ensemble. » Steve Tong semblait convaincu que la barricade serait démantelée hier. Certaines rumeurs allaient d'ailleurs en ce sens.

Du côté des résistants, on semble au fait des plaintes exprimées par la population environnante. « Beaucoup de personnes ont du mal à accepter nos actions et pensent qu'on le fait seulement pour avoir de l'attention », a déploré Neecha.

Pour l'instant, les différends entre les autochtones et le reste de la population ne dépassent pas les mots.

Au restaurant Dew, à quelques minutes à pied de la barricade, le bourdonnement des discussions n'a pas été interrompu lorsque deux clients autochtones ont pris place dans la petite salle bondée.

LES OFFRES À

ZÉRO dollar

On s'occupe de vous



Achetez ce sofa et obtenez* ce fauteuil



pour
0\$

Cette offre est valable sur tous les meubles Elran et Relaxon en magasin.

gratuit!
Une valeur de
639\$
*Détails en magasin



Mobilier de salon inclinable de style contemporain
Choix de couleurs. Aussi offert en cuir. Prix en magasin. Demandez notre traitement antitache.
Livraison gratuite
Causeuse..... 30,53\$/mois ou 1099\$
Étagère..... 23,58\$/mois ou 849\$

33³¹\$ /mois ou 1199\$ Sofa
Table de bout..... 179\$
Table de centre..... 199\$
Tapis 160 x 230 cm (5 pi 3 po x 7 pi 7 po)..... 479\$

Achetez ce lit matelot et obtenez* cette table de nuit



pour
0\$

249\$ Lit matelot

gratuite!
Une valeur de
129\$
*Détails en magasin



Mobilier de chambre juvénile de style moderne au fini deux tons
Tiroirs sur coulisses de métal
Livraison gratuite
Tête bibliothèque..... 119\$
Commode 5 tiroirs..... 219\$
Bureau double..... 249\$

Miroir..... 99\$ Ensemble lit simple 2 morceaux comprenant
Commode penderie..... 279\$ 1 couvre-oreiller et 1 douillette..... 189\$
Pupitre étudiant..... 219\$ Coussin..... 19\$/ch.
Lampe de chevet..... 59\$ Jeté..... 69\$

Achetez ce mobilier de chambre 7 morceaux et obtenez* cette commode 5 tiroirs



pour
0\$

gratuite!
Une valeur de
219\$
*Détails en magasin



Mobilier de chambre de style contemporain de couleur biscotti
Livraison gratuite
Lampe de chevet..... 79\$/ch.
Ensemble grand lit 3 morceaux comprenant
2 couvre-oreillers et 1 douillette..... 379\$

47¹⁹\$ /mois ou 1699\$ 7 morceaux

36 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT* JUSQU'EN AVRIL 2009
SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km* *Détails en magasin

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au vendredi 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



Prix en vigueur jusqu'au dimanche 23 avril 2006. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin.
*Termes et conditions de la vente : Achat minimum requis de 299\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.

La peur des manèges



STÉPHANE LAPORTE
CHRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE

Pendant que je vous écris, il y a une girafe qui me regarde. Non, je n'ai pas fumé. Je ne fume jamais. Je suis à l'Animal Kingdom Lodge, un hôtel sur les terres de Disneyworld. Le complexe est entouré d'un parc safari. Le balcon donne sur les girafes, zèbres, zébus et autres animaux africains. De vrais animaux. Pas des mascottes comme Goofy. Ma blonde et moi, on est venus passer quelques jours de fête foraine, à visiter le Royaume enchanté et ses alentours. J'espère que Cristobal Huet viendra se promener ici dans deux mois. Ça voudra dire qu'on aura gagné la Coupe Stanley !

Jeudi midi, nous sommes à Epocot, cette espèce d'Expo 67 en permanence. Beau à faire pleurer Drapeau. Marie-Pier veut qu'on aille dans le manège *Test Track*; je préfère visiter les pavillons des différents pays. Marie insiste: « Viens donc, ça va être drôle! » Drôle!? Tourner en rond à 200 km/h dans une voiturette en fibre de verre, c'est drôle? Pour moi, drôle, c'est Yvon Deschamps, Claude Meunier, Dominique Michel. Ils me font rire sans me donner mal au cœur.

— Allez, fais un homme de toi!
— C'est parce que j'aime pas les manèges...
— Ben qu'est-ce que tu fais à Disneyworld?
— J'aime l'ambiance!
— Monte au moins dans un...
— J'aime mieux pas.
— T'as peur?
— Ben, j'ai pas confiance. Tout à coup il est défectueux...
— Franchement, il y a des milliers de personnes qui le prennent chaque jour.
— Vas-y. Je vais t'attendre.
— C'est plus drôle à deux...

— Je vais être avec toi en pensée.

Marie-Pier s'en va faire la queue. Je l'attends à la sortie du manège. Je me sens moumoune. Sous-homme. Pleutre. J'aimerais bien avoir la désinvolture d'aimer faire des tours de montagnes russes et de zippers japonais. Mais je ne l'ai pas. Premièrement, je n'aime pas avoir peur. La peur est l'une des sensations les plus désagréables, alors pourquoi la rechercher? Et puis, deuxièmement, je me méfie. J'aime trop la vie pour la confier à des machines de cirque. Un accident est si vite arrivé, pourquoi courir après? Cela dit, je me trouve plate. Ma blonde est seule dans le manège. Et moi, l'homme, je l'attends comme un enfant fluet. J'aurais peut-être dû me faire violence. Me donner un petit coup de pied au cul. Je ne fais pas très viril. Pas très séduisant. Qui veut d'un *chum* peureux? Comme j'aimerais être *cool*. Être avec Marie-Pier et trouver ça hilarant. La tête en bas, les pieds en l'air et la face compressée. Mais j'haïs tellement ça. Juste le

bruit. Surtout le bruit. Je suis juste au-dessous de la piste d'accélération du *Test Track*, j'entends le vacarme des bolides entrer dans la grande courbe et ça me stresse. Imaginez si j'étais dedans.

Ça fait plus d'une demi-heure que mon amour est partie. J'ai eu le temps de faire 10 fois mon examen psychologique par rapport à ma phobie des manèges. J'ai hâte d'aller visiter le pavillon du Mexique. Pas de sensations fortes, juste des bébélles à acheter.

Je vois un peu de boucane sortir de la piste du *Test Track*. Bizarre. J'entends des gens crier: « We are stuck! » Ils sont pris! Dans la courbe. Juste au-dessus de moi. Je ne peux pas les voir. Juste les entendre. Help! Help! Help! La machine s'est brisée. Mais ils ne sont pas en danger. Ils sont juste pris. Ils rient. La tête en bas, les pieds en l'air. Pas moyen de voir qui est à bord. Après une attente d'une quinzaine de minutes, le manège redémarre. Et Bibette réapparaît un peu plus tard. Le sourire aux lèvres, mais les yeux un peu mélangés. Elle était dans

le tour défectueux. Dans le bolide pris au-dessus de ma tête! J'ai même pas besoin de dire « je te l'avais dit ». Elle a eu peur que la voiturette qui les suivait leur rentre dedans. Elle avait hâte de sortir de là.

On a passé le reste de la journée à visiter les pavillons du Mexique, des Vikings, du Japon, de la Chine, de la France, de l'Allemagne et du monde entier. Pas une fois Marie-Pier n'a demandé à faire un tour de manège. On a passé une extraordinaire journée à Disneyworld.

Il n'y a pas que les héros courageux qui gagnent à la fin des histoires. Parfois, c'est le tour des héros peureux. Tasse-toi, Superman, aujourd'hui, c'est le tour de Goofy!

La girafe repasse devant mon balcon. Elle a le cou cassé pour lire ma chronique. Excuse-moi, l'ami, il faut que j'y aille, tu lirais la fin dans *La Presse*.

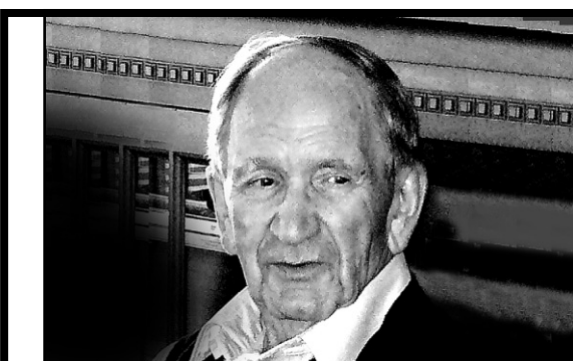
COURRIEL

Pour joindre notre collaborateur: stephane@stephanelaporte.com

SANS LIGNE ROUGE

Le blogue de François Gagnon sur cyberpresse.ca

CÉLÉBRITÉS...



**80 ANS
BONNE FÊTE
RICHARD LASALLE**



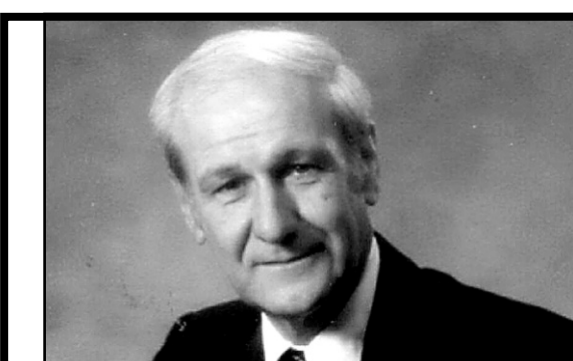
**DOLOSA HOULE-THÉRIAULT
102 ANS
FÉLICITATIONS**
Merci pour tout ce que vous avez fait pour nous. Nous vous aimons beaucoup. Réginald, Monique, Richard et Nicole. Vos 12 petits-enfants, 21 arrière-petits-enfants et 2 arrière-arrière-petits enfants.



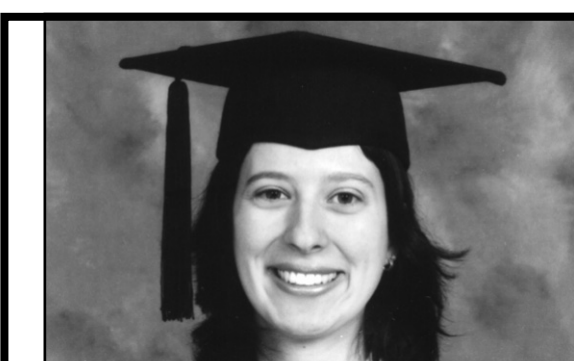
**RHÉA ET ROBERT DESJARDINS
FÉLICITATIONS**
Pour votre 50e anniversaire de mariage!
De vos 4 enfants Dominique, Chantal, Jean-François et Stéphane et de vos dix petits-enfants



**BON 60e ANNIVERSAIRE
DE MARIAGE
Marguerite et Georges-Albert Noël!**
De la part de tout le monde qui vous aime!



LOUIS GASTON BOUCHER
Joyeux 80e anniversaire
22 avril 1926
Quelques mots pour t'exprimer toute la joie que tu apportes et pour te dire la fierté qu'on éprouve d'avoir un père comme toi!
Bonne fête papa! De toute ta famille



CHANTAL ROBY
Félicitations pour tous les efforts mis pour arriver à la fin de ton BAC. en communication. Nous te souhaitons de te réaliser dans tous tes projets futurs. Nous sommes très fiers de toi!
Tes parents Yvan et Diane

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER?
tous les dimanches dans **LA PRESSE**



**Les Red Wings
Champions de la catégorie
Bantam A 2005-2006**

De gauche à droite: 1ère rangée, Julien Deronzier-Bedard, Hugo Dufresne A, Grégoire Dubé A, François Lavoie-Gingras, Louis Atkins C, Xavier Purcell-Lalonde A, Julien Deschênes, 2e rangée, Philip Fischer - entraîneur, Vincent Gaudreau-Bussière, Jasmin Landry, David Audet-Simard, John Atkins - entraîneur, Simon Lapierre, Philipp Fischer, Patrick Stone-Huppertz, Yves Bedard - entraîneur-chef des Red wings de St-Lambert, Simon Pin-Disle.

CÉLÉBRITÉS...

Composez le
(514) 285-7274
appels interurbains (sans frais)
1 866 987-8363

10000 arbres plantés au Québec



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Près de 10 000 arbres ont été plantés hier dans plusieurs municipalités du Québec dans le cadre du Jour de la Terre. À Montréal, une centaine d'arbres ont été plantés dans le parc des Habitations Jeanne-Mance, dans l'arrondissement de Ville-Marie. Gilles Duceppe, Jacques Languirand, Josée Blanchette, Isabelle Hudon et Phyllis Lambert ont participé à l'activité. Quelque 500 millions de gens dans 174 pays contribuent au Jour de la Terre. Pour Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, la plantation d'arbres en milieu agricole a de nombreux bienfaits: « Pensons à la diminution des émissions de gaz à effet de serre, à la réduction de l'érosion éolienne et des poussières, à l'amélioration de la biodiversité à la ferme, à la réduction du bruit et des odeurs ainsi qu'à l'embellissement des paysages ».

Vélo: portez le casque!

Déjà deux tragédies cette saison à Montréal

PASCALE BRETON

Un adolescent est mort la semaine dernière à la suite d'un accident de vélo. Un autre est aux soins intensifs. Deux tragédies qui auraient pu être évitées si les cyclistes avaient porté un casque.

La belle saison ramène à peine les vélos sur les routes que, déjà, l'hôpital Sainte-Justine doit sensibiliser les cyclistes à l'importance de porter un casque. En une seule journée, on y a soigné deux jeunes qui venaient de subir un traumatisme crânien. Ils sont entrés en collision avec des voitures alors qu'ils roulaient à vélo. Dans le premier cas, le garçon de 12 ans n'a eu aucune chance. Malgré les efforts des médecins, il est mort quelques heures après son arrivée à l'hôpital. L'autre jeune, âgé de 14 ans, a été plus chanceux et devrait s'en tirer. Il risque toutefois de garder certaines séquelles.

Entre mai et août 2005, 10 enfants sont morts à Sainte-Justine à la suite d'un accident de vélo. « De ce nombre, six avaient été happés par

une voiture. Ils ne portaient pas de casque. La cause principale du décès de tous ces enfants est un traumatisme crânien », déplore le Dr Dicksens St-Vil, chef de la traumatologie à Sainte-Justine.

Le scénario ne doit pas se reproduire cette année. Les parents doivent insister davantage auprès de leurs enfants pour qu'ils portent un casque en vélo.

Surtout les adolescents, lance le Dr St-Vil. Environ 80 % des enfants de moins de 9 ans en portent un, mais cette proportion chute de moitié chez les jeunes adolescents de 12 à 14 ans. « Pourtant, ce sont eux qui font le plus de vélo sur la route, dans les voies qui ne sont pas réservées et qui risquent le plus d'avoir un contact avec les voitures », souligne le médecin.

Une trentaine de cyclistes meurent chaque année à la suite d'un accident de vélo. Environ 200 autres sont blessés gravement. Les traumatismes crâniens sont responsables des trois quarts des décès et de 30 % des blessures graves.

Disparition de Francis Albert-Cloutier

La SQ est à la recherche d'une jeune femme

PRESSE CANADIENNE

La Sûreté du Québec (SQ) est à la recherche d'une jeune femme qui pourrait l'aider à retrouver Francis Albert-Cloutier, cet adolescent porté disparu depuis une semaine en Montérégie. La SQ ignore toutefois s'il existe un lien entre cette femme et le garçon de 17 ans, qui n'a pas été vu depuis samedi soir dernier.

La femme dans la vingtaine a été vue vers minuit dans la nuit du 15 au 16 avril dans le secteur de la rue Joliette, à Saint-Marc-sur-Richelieu.

Un automobiliste qui passait dans les environs l'a fait monter à bord et l'a déposée près d'une école secondaire à Mont-Saint-Hilaire. Elle mesure 1,60 m et a les cheveux noirs longs.

Accompagnés de bénévoles, les proches de la famille ont ratissé de nouveau hier le secteur où la voiture du jeune homme a été abandonnée, entre Saint-Amable et Saint-Marc-sur-Richelieu.

Sa famille ne s'explique pas sa disparition et soutient qu'il n'était pas suicidaire.

CORRESPONDANTS
Lisez les textes de tous nos correspondants à l'étranger sur
www.cyberpresse.ca/lapresse



Tremblay sollicitera un troisième mandat

TREMBLAY
suite de la page A1

Gérald Tremblay a donc insisté sur la mise en place des brigades de la propreté, la réfection de rues et la rénovation des infrastructures souterraines. Il a aussi l'intention d'accélérer la plantation d'arbres, de poursuivre la construction de logements sociaux et de fournir un meilleur « service à la clientèle » avec la ligne téléphonique 311. Le maire Tremblay a visiblement tiré des leçons du premier budget 2006. L'administration Tremblay-Zampino avait dû le refaire à la suite du tollé déclenché par une hausse moyenne d'impôt foncier de 1 % pour le secteur résidentiel. Durant la campagne électorale, son parti s'était engagé à geler le fardeau fiscal des contribuables.

Dans un point de presse à la suite de son discours, le maire a réitéré son intention de briguer les suffrages pour la troisième fois. En 2009, il sera âgé de 67 ans. Aucun maire depuis Jean Drapeau n'a réussi à obtenir plus de deux mandats consécutifs à Montréal. Pierre Bourque a échoué en 2001, tout comme Jean Doré en 1994. Le chef de l'Équipe Tremblay/Union des citoyens et citoyennes de l'île de Montréal a obtenu une victoire convaincante aux élections de novembre dernier. Il avait récolté environ 65 000 voix de plus que son plus proche adversaire, Pierre Bourque. Ce dernier doit aussi se prononcer prochainement sur son avenir politique. Par ailleurs, l'UCIM a choisi un nouveau comité exécutif hier. Brenda Paris, candidate défaite

aux dernières élections, a été élue par acclamation comme présidente du parti. Elle remplace Ross Blackhurst. M^{me} Paris est aussi membre du conseil d'administration de la Société de transport de Montréal. Le directeur général de l'UCIM, Christian Ouellet, a pour sa part présenté le plan d'action du parti d'ici les prochaines élections. L'UCIM prévoit notamment amasser trois millions de dollars. L'UCIM se retrouve aujourd'hui sans dette, une meilleure posture qu'au lendemain des élections de 2001. M. Ouellet a souligné aux délégués et élus de l'UCIM l'importance d'augmenter le taux de participation des électeurs et de « faire attention » à Projet Montréal, qui a selon lui divisé le vote.



Le maire Gérald Tremblay a prononcé un discours hier devant les membres du comité exécutif de la Ville.
PHOTO BERNARD BRAULT. LA PRESSE

Un drame à la Tom Wolfe

HÉTU
suite de la page A1

Lundi dernier, deux étudiants de Duke, membres de l'équipe de crose, ont été accusés d'avoir kidnappé et violé une strip-teaseuse noire de Durham, ville largement ouvrière où se trouve le campus ombragé de l'université. Selon le procureur du comté de Durham, le viol se serait produit le 13 mars dernier, lors d'un *party* rassemblant sous un même toit 41 des 47 joueurs de l'équipe de crose de Duke. C'était au début d'une saison où les puissants Blue Devils devaient se rendre jusqu'en finale de championnat. Mais la saison des Blue Devils n'aura pas lieu, le président de l'université ayant annoncé son annulation. L'histoire, qui éclaire crûment les divisions contemporaines, celles des races, des classes et des sexes, a tous les éléments d'un roman à la Tom Wolfe. Les médias en ont fait une affaire nationale où le public est invité à choisir son camp, celui des riches athlètes blancs de Duke ou celui de la strip-teaseuse de 27 ans, qui est également mère de deux enfants et étudiante à temps plein dans une université noire de Durham. On connaît le nom des accusés, Collin Finnerty, 19 ans, et Reade Seligmann, 20 ans, mais pas encore celui de la victime présumée. Les avocats de Finnerty et Seligmann ont proclamé l'innocence de leurs clients, qui ont été mis en liberté moyennant une caution de 400 000 \$ chacun.

avoir participé au viol de la strip-teaseuse. Quant à Finnerty, il est originaire de Garden City, à Long Island, où il a fréquenté une école catholique prestigieuse qui compte parmi ses anciens un sénateur de New York (Alphonse d'Amato) et un animateur conservateur toujours actif (Bill O'Reilly, roi de la chaîne d'information Fox). Contrairement à Seligmann, Finnerty n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice. En novembre dernier, il a été ar-

L'adresse est bien connue de la police de Durham, qui y a été dépêchée à quatre reprises depuis le mois de septembre pour diverses infractions mineures. Sur place, la strip-teaseuse s'est aperçue qu'une deuxième danseuse avait été embauchée par les joueurs de crose. La victime présumée devait toucher 400 \$ pour ses services. Mais elle n'a dansé que quelques minutes. Dans sa version des faits, elle a arrêté de danser quand des joueurs ont commencé à lui lancer des insultes racistes. Plus tard, a-t-elle raconté, trois joueurs l'ont enfermée dans une salle de bains avant de la violer et de la sodomiser. Selon la police, qui a conduit la strip-teaseuse à l'hôpital, des « signes, des symptômes et des blessures » laissaient croire qu'elle avait subi une agression vaginale et anale. Le procureur de Durham n'a pas écarté la possibilité d'une troisième arrestation dans cette affaire. En attendant, les deux accusés ne manquent pas de défenseurs. Dans les médias, certains commentateurs n'hésitent pas à dénigrer la strip-teaseuse, la traitant de fabulatrice, voire de « putain », pour reprendre l'expression de l'animateur radiophonique Rush Limbaugh. Ils s'appuient notamment sur les premiers résultats de tests d'ADN qui n'ont pu permettre au procureur de confirmer la version de la strip-teaseuse. D'autres résultats sont attendus. Notons qu'il en coûte 44 500 \$ par année pour étudier à l'Université de Duke, une somme supérieure à la moyenne des salaires annuels à Durham.

Les médias en ont fait une affaire nationale où le public est invité à choisir son camp, celui des riches athlètes blancs de Duke ou celui de la strip-teaseuse de 27 ans.

rêté dans le quartier de Georgetown, à Washington, et accusé d'agression. Avec deux amis, il a bousculé un passant sur le trottoir en l'abreuvant de propos homophobes. La strip-teaseuse possède elle-même un dossier judiciaire. En 2002, au terme d'une folle soirée, elle a été arrêtée en état d'ébriété au volant d'une voiture volée. Après avoir plaidé coupable à divers chefs d'accusation, elle a passé trois week-ends consécutifs en prison et deux ans en probation. Malgré ses antécédents, la jeune femme a convaincu la police et le procureur du sérieux de ses accusations. Le 13 mars dernier, elle s'est rendue au 610 North Buchanan Blvd., une maison privée où les Blue Devils faisaient la fête.

Une caricature sur Mahomet dans un magazine catholique

MATHIEU PERREAULT

Une nouvelle caricature sur Mahomet fait des vagues en Italie. Publiée par un mensuel catholique proche de l'Opus Dei, cette vignette complique les relations déjà tendues entre le Vatican et les pays musulmans. Le directeur de la revue, *Studi Cattolici*, s'est excusé dès que l'affaire a été reprise par la presse italienne. Le bureau central de l'Opus Dei, une prélatrice à la réputation conservatrice, s'est « associé » aux excuses. Des associations musulmanes en Italie ont dénoncé le « mauvais goût » de cette caricature « odieuse et raciste ». La caricature ne présente pas de portrait de Mahomet. Mais il y est décrit comme une figure qui « divise la société », qui sème la discorde. L'image fait référence à la *Divine Comédie*, une oeuvre célèbre de l'écrivain italien Dante Alighieri, qui a vécu aux XII^e et XIII^e siècles. Dans la *Divine Comédie*, le poète antique Virgile fait visiter l'enfer à Dante. Virgile et Dante y voient plusieurs personnages célèbres, comme Mahomet. Dans la *Divine Comédie*, Mahomet est tout simplement placé en enfer, sans que la raison de ses tourments soit expliquée. La caricature fait dire à Dante : « Cet homme qui est coupé en deux, n'est-ce pas Mahomet ? » Virgile répond : « Oui, c'est lui, il est coupé en deux parce qu'il a divisé la société. » Virgile ajoute : « La femme avec les pantalons baisés, c'est la politique italienne vis-à-vis de l'islam. » Cette dernière citation est une attaque contre la place que plusieurs pays occidentaux, dont l'Italie, ac-

ceptent de faire à l'islam, par exemple en finançant des mosquées. Plusieurs catholiques, souvent des conservateurs, estiment que la liberté de religion est allée trop loin en Occident et qu'il faut restreindre les droits religieux des musulmans tant que les pays musulmans ne permettent pas aux chrétiens de célébrer leur religion. En Arabie Saoudite, par exemple, il est interdit de célébrer la messe à l'extérieur des ambassades et autres enclaves occidentales. Récemment, en Afghanistan, un homme a failli être condamné à mort parce qu'il s'était converti au christianisme. Fait amusant, la presse anglophone a mal traduit la caricature, lui donnant un tout autre sens. Le *Daily Telegraph*, qui en a fait la première traduction en anglais, a écrit : « La femme avec les charbons ardents, c'est la politique italienne vis-à-vis de l'islam. » Cela donne l'impression que la caricature considère l'Italie comme trop sévère envers l'islam. Selon John Allen, le vaticaniste du magazine américain *National Catholic Reporter*, les excuses de l'Opus Dei ont été mal reçues par plusieurs membres de l'organisme. « La question n'est pas de savoir si la caricature doit être condamnée — la plupart des membres sont d'accord. Mais l'Opus Dei ne devrait peut-être pas commenter les initiatives indépendantes de ses membres. L'un des principes cardinaux de l'Opus Dei est que, à l'extérieur de la formation doctrinale et spirituelle, les membres sont libres d'agir comme bon leur semble dans leurs activités professionnelles et civiques. »

Bonjour, je suis un garçon qui se prénomme Mikaël et je viens d'avoir 10 ans. Je vis présentement dans un foyer de groupe et bien que je me sois attaché à mon éducatrice, je suis maintenant prêt à vivre dans une famille car j'ai fait beaucoup de progrès. J'ai maintenant des amis et j'adore les activités extérieures. Mon fonctionnement à l'école est très bon depuis quelque temps et ce, même si parfois je ne suis pas sûr de moi et qu'il faut m'aider à me situer dans le temps ou l'espace. Je désire ardemment vivre dans une famille qui pourrait m'accueillir jusqu'à ma majorité. Je serais prêt à vous connaître bientôt même si je ne vais pas vivre avec vous tout de suite. J'aimerais mieux y aller graduellement. Pensez-vous que vous auriez envie de me recevoir et devenir famille d'accueil ?

UN TOIT POUR MOI

MIKAËL, 10 ANS

Centre jeunesse de Montréal Institut universitaire

Si vous habitez sur l'Île de Montréal et que vous souhaitez vous impliquer dans la vie de Mikaël ou un autre enfant vivant une situation semblable, communiquez avec madame Denyse Guay au (514) 385-2318

SOLDE DE SURPLUS DE STOCK

Ce printemps, laissez Casa Vogue transformer votre décor.

30%

d'escompte sur la collection Métropolitain de **Shermag**

Rabais exceptionnels sur :

- Surplus de stock
- Modèles de plancher
- Modèles fin de série

Modulaire en cuir de Jaymar

prix courant : 3 995 \$
prix de solde : **2 979 \$**

8260, boul. St-Michel, Montréal (sortie St-Michel au nord de l'autoroute Métropolitain)
Tél.: 514.722.5828 / 1 866.722.5828
www.casavogue.ca

Pétrole: Bush prédit un «été difficile»

LAURENT LOZANO
AGENCE FRANCE-PRESSE

WEST SACRAMENTO – Le président George W. Bush a prédit hier aux consommateurs d'essence américains un «été difficile», avouant son impuissance contre l'augmentation des prix à la pompe, pourtant devenue un enjeu politique majeur en cette année d'élections parlementaires. « Nous allons avoir un été difficile », a-t-il avoué, malgré la grogne croissante, lors d'un discours défendant de nouveaux modes de propulsion pour les véhicules à West Sacramento (Californie). Il a

M. Bush «croit fermement que l'hydrogène est le combustible de l'avenir».

invocé les déplacements accrus des Américains pendant l'été ainsi qu'un approvisionnement serré, et les capacités limitées de raffinage américaines. Malgré une pression croissante aussi bien de la majorité républicaine que de l'opposition démocrate, M. Bush s'est contenté de promettre que son administration combattrait toute tentative de profiter de la situation et de plaider à long terme pour les moteurs fonctionnant à l'hydrogène et les moteurs hybrides et électriques. Il a déclaré «comprendre» l'insatisfaction des automobilistes. Mais «le peuple américain doit comprendre que ce qui se passe ailleurs dans le monde affecte le prix de l'essence que vous payez ici», a-t-il dit lors

d'une visite au siège du Partenariat de Californie pour les piles à combustible. Le Partenariat réunit des constructeurs automobiles ou des groupes énergétiques pour promouvoir les moteurs à hydrogène. «Je crois fermement que l'hydrogène est le combustible de l'avenir», s'est-il donc tenu à dire. Il a toutefois admis que cette technologie n'en était qu'à des débuts. Or le mécontentement devient de plus en plus dangereux pour la majorité républicaine qui va au-devant d'élections parlementaires à mi-mandat à l'issue incertaine en novembre. Les analystes s'accordent à dire que M.

Bush ne peut pas grand-chose contre cette augmentation provoquée par la hausse continue des cours du pétrole mais aussi les limites du raffinage américain. Mais aussi bien les Républicains que les Démocrates ont accru la pression sur l'administration pour qu'elle réagisse. Le cours du brut a battu un nouveau record vendredi à la clôture à New York à plus de 75 dollars, tiré vers le haut par les inquiétudes suscitées par la crise nucléaire iranienne et les perturbations de la production au Nigeria. En de nombreux endroits aux États-Unis, le prix du gallon (quatre litres) d'essence a franchi la barre des trois dollars, environ 0,60 USD de plus que l'an dernier. Le prix de l'essence devient un critère de choix de plus en plus important avant les élections, indiquent les sondages. M. Bush lui-même a comparé vendredi à San José (Californie) le tarif de l'essence à un «impôt, en particulier pour les gens qui travaillent



Le président Bush hier à un forum sur les nouveaux modes de propulsion à West Sacramento, en Californie.

et pour les petites entreprises». Les Républicains ne peuvent se contenter de ce constat ni de l'initiative énergétique annoncée par M. Bush pour rompre ce qu'il appelle la «dépendance pathologique» des États-Unis au pétrole en promouvant les énergies nouvelles et renouvelables, mais aussi le nucléaire ou le charbon. Le président républicain de la Chambre des représentants, Dennis Hastert, et le chef de la majorité, Bill

Frist, devaient écrire à M. Bush pour réclamer une enquête de la Commission fédérale du commerce et du Département de la justice sur les prix des compagnies pétrolières. Ces dernières se défendent de toute manipulation. La révélation que l'ancien dirigeant d'Exxon Mobil, Lee Raymond, était parti à la retraite avec 400 millions de dollars, a ajouté à la crispation. Les Démocrates se sont emparés de la question pour dénoncer la politique énergéti-

que de l'administration en faisant valoir les rapports privilégiés de cette dernière avec les groupes pétroliers. Le sénateur Bill Nelson a réclamé hier des «mesures plus radicales» comme un effort accru pour augmenter le ratio du nombre de milles parcourus par gallon. «La crise guette, et l'Amérique doit agir dès à présent avant que l'augmentation des prix de l'essence et la dépendance à l'étranger n'étranglent notre économie», a-t-il dit.

L'OPEP renvoie les pays consommateurs à leurs devoirs

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – L'OPEP a implicitement critiqué hier l'appel du G7 à plus d'investissements dans la production pétrolière,

en souhaitant que les pays consommateurs prennent aussi leur responsabilité en matière de politique énergétique et de raffinage. «Un des facteurs clé auquel doit faire face le marché

concerne les incertitudes autour de la demande de pétrole dans le futur», a déclaré le représentant de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole aux réunions de printemps du FMI et

de la Banque Mondiale à Washington, Adnan Shihab-Eldin, dans un communiqué.

Incertitudes

Les incertitudes concernent notamment «les politiques des pays consommateurs», qui cherchent à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole, a-t-il déclaré, mais aussi «les développements technologiques et les niveaux de production des pays non-OPEP». En clair, selon lui, à quoi bon accroître les capacités et les investissements si les consommateurs veulent à terme réduire leur demande? L'OPEP produit actuellement 40% du pétrole consommé dans le monde. Pour M. Shihab-Eldin, la pression pour calmer le marché ne doit pas s'exercer uniquement sur les pays producteurs. «Les investissements nécessaires ne doivent pas se limiter au secteur amont (exploration et production)», selon l'OPEP, «mais doivent aussi s'étendre à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, et particulier dans le secteur aval», c'est-à-dire le raffinage, qui concerne aussi les pays consommateurs. «Aux vues des tendances actuelles, une marge

de manoeuvre trop étroite dans le secteur aval peut être une source de volatilité des marchés, surtout si les investissements nécessaires dans le secteur de raffinage ne sont pas faits en temps et en heure», dit le haut responsable du cartel.

Gros investissements

«Les pays membres de l'OPEP se sont engagés dans d'ambitieux programmes d'investissement sur ce segment (...) et espèrent que les pays consommateurs et l'industrie pétrolière dans son ensemble relèveront le défi, et supporteront leur part d'investissement», a-t-il ajouté. La veille, le G7-Finances avait appelé «à des investissements dans l'exploration, la production, les infrastructures énergétiques et les capacités de raffinage», pour calmer les cours du pétrole, qui ont dépassé pour la première fois en fin de semaine le seuil de 75 dollars le baril. «L'investissement est essentiel et les pays producteurs devraient fournir un environnement ouvert et sûr» pour le favoriser, selon les grands argentiers des pays riches de la planète.

Le Relais pour la vie

Un grand relais amical qui dure toute une nuit pour amasser des fonds pour vaincre le cancer.

VOULEZ-VOUS PASSER LA NUIT AVEC NOUS ?

42 Relais auront lieu au Québec en mai et juin. Pour connaître l'événement le plus près de chez vous et vous inscrire :

www.cancer.ca 1 888 939-3333

En collaboration avec :

VENTE DE PIANOS

@ les Petits Chanteurs du Mont-Royal

28-29-30 avril 2006

+ 50 pianos neufs et usagés

Sur rendez-vous seulement
(514) 276-3333

Par Kawai Canada Musique et le centre musical Italmélie

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		TVA le réseau des tirages	
Tirage du 2006-04-21	7/7	GAGNANTS	LOTS
	6/7+	0	25 000 000,00 \$
	6/7	9	44 910,60 \$
	5/7	210	1 924,70 \$
	4/7	13 554	101,40 \$
	3/7+	289 913	10,00 \$
	3/7	269 477	10,00 \$
Ventes totales :	35 237 752 \$		
Prochain gros lot (appr.) :	30 000 000 \$		Participation gratuite
649	Tirage du 2006-04-22	49	Tirage du 2006-04-22
21 22 23 24 48 49		02 07 21 27 43 48	
Complémentaire : 03		Complémentaire : 12	
Quatrième	Tirage du 2006-04-22	PANCO	Tirage du 2006-04-22
3 4		03 04 06 14 15 16 17 21 25 28	
224 7624		31 33 35 43 47 51 59 61 63 70	
Extra	Tirage du 2006-04-21	Extra	Tirage du 2006-04-22
NUMÉRO 502932		NUMÉRO 458795	
Astro	Tirage du 2006-04-22	Jour - Mois - Année - Signe	
	03 OCTOBRE 20	BALANCE	
Recevez vos résultats par courriel ! clubselect.loto-quebec.com			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

NÉPAL

Cri du coeur républicain

« Nous voulons une république, nous ne voulons pas le roi » : scandant des slogans contre le roi Gyanendra, des centaines de milliers de Népalais ont manifesté hier à Katmandou en défiant le couvre-feu et la police antiémeute, qui a ouvert le feu sur la foule. Les manifestants ont convergé vers le centre de la capitale pour rejeter les concessions faites la veille par le roi. Brandissant le poing en l'air, les manifestants criaient des slogans pour le retour de la démocratie et contre le souverain. Selon les estimations de journalistes et d'un diplomate, entre 200 000 et 300 000 personnes ont participé à la manifestation. Sur 10 kilomètres, le rassemblement se déroulait dans une ambiance presque festive, sous une chaleur accablante.

d'après AFP

IRAN

Accord avec la Russie ?

L'envoyé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA, dépendant de l'ONU) en Iran a déclaré hier que Téhéran et Moscou étaient parvenus à un « accord de principe » sur la création en territoire russe d'une société commune d'enrichissement de l'uranium, selon la télévision d'État iranienne. Ali Asghar Soltanieh aurait précisé en marge d'une conférence sur l'énergie à Moscou que « seules restaient à résoudre les questions techniques, financières et de droit qui nécessitaient davantage de délibérations et d'échanges de vues ». En février déjà, la Russie et l'Iran avaient annoncé la conclusion d'un tel « accord de principe » mais les détails n'avaient jamais été réglés. On ignore si, en s'associant avec Moscou, Téhéran compte cesser tout enrichissement sur son territoire, comme l'exigent les Occidentaux.

d'après AP

CHINE

Accord pétrolier avec Riyad



PHOTO FAHD SHADEED, AFP

À peine sorti des États-Unis, le président chinois Hu Jintao est en visite en Arabie Saoudite.

L'Arabie Saoudite et la Chine ont signé hier des accords de coopération dans les domaines énergétique, sécuritaire et de la défense, au premier jour d'une visite officielle du président chinois Hu Jintao dans le royaume. Le dirigeant chinois a évoqué aussi un projet de coentreprise pour la construction d'une raffinerie de 5,2 milliards de dollars en Chine, avec des responsables de la société publique saoudienne SABIC, la plus importante société pétrochimique du Moyen-Orient. La visite de M. Hu, dans le cadre de laquelle il doit se rendre aujourd'hui au siège du géant pétrolier saoudien Saudi Aramco à Dhahran (est), intervient trois mois après une visite historique du roi Abdallah d'Arabie en Chine. Les deux chefs d'État ont assisté à la signature d'une série d'accords de coopération, dont « un accord-cadre sur la coopération dans le domaine de l'énergie entre Sinopec et Saudi Aramco », a déclaré à l'AFP un responsable chinois. La société chinoise Sinopec fait déjà de la prospection pétrolière dans le désert saoudien et construit une raffinerie.

d'après AFP

VENEZUELA

Manif anticriminalité

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans les rues de Caracas pour dénoncer l'insécurité au Venezuela, récemment secoué par plusieurs assassinats, dont celui de trois jeunes Canadiens. À l'initiative de plusieurs universités et de groupes d'opposition, des jeunes gens, revêtus de blanc, ont symboliquement tracé des silhouettes sur le sol lors d'une opération baptisée « couche-toi pour la vie ». Depuis quelques semaines, différentes affaires de meurtres ont soulevé une grande émotion dans le pays, notamment l'assassinat des trois fils d'un entrepreneur canadien d'origine libanaise, dont les cadavres étaient retrouvés avec celui de leur chauffeur, le 4 avril, après 40 jours de séquestration. Lors d'une manifestation organisée le lendemain, un photographe de presse avait été tué par balle.

d'après AFP

ITALIE

Berlusconi tient bon

L'Italie se prépare à vivre une période de sérieuses turbulences après la victoire étriquée de la gauche aux législatives, car Silvio Berlusconi et ses alliés ont annoncé leur intention de l'empêcher de gouverner. Dix jours après la consultation, Silvio Berlusconi a admis la défaite. Mais il l'a fait à sa manière, de façon détournée, sur un mode agressif et sans la reconnaître. « Si nous faisons le total de tous nos votes, la Maison des libertés (nom de la coalition de la droite) l'emporte sur la gauche de 200 000 votes. Nous sommes donc les vainqueurs moraux et politiques », a-t-il soutenu. « Je ne crois pas que ces messieurs pourraient vraiment gouverner », a-t-il dit.

d'après AFP



PHOTO SABAH ARAR, AFP

Le nouveau premier ministre désigné d'Irak, Jawad al-Maliki, désigné à ce poste après quatre mois d'imbroglie politique.

L'Irak se dote finalement d'un conseil des ministres

KAMAL TAHA
AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD – En moins de trois heures hier, l'Irak s'est finalement doté d'une présidence qui a chargé un nouveau premier ministre de former un cabinet, après avoir désigné le chef du Parlement et ses adjoints. Fruit de longues discussions, de savants équilibres à caractère ethnique et confessionnel, alors que la violence n'a cessé de croître, sans compter la pression

La secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, a qualifié d'« importante étape » l'avancée vers la formation d'un nouveau gouvernement en Irak.

extérieure, notamment américaine et britannique, le nouvel exécutif s'est mis en place, plus de quatre mois après les élections. Washington n'a pas tardé à réagir, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice qualifiant d'« importante étape » l'avancée vers la formation d'un nouveau gouvernement en Irak. Mais « il y a un manifestement maintenant beaucoup de travail pour installer le reste du cabinet », a-t-elle toutefois souligné. Le président Jalal Talabani a été réélu et a demandé au chiite Jawad al-Maliki, du bloc parlementaire dominant, de former le cabinet. « Nous avons décidé à l'unanimité de charger le frère Jawad al-Maliki de prendre son poste à la tête du gouvernement et nous pensons qu'il a toutes les qualités requises », a déclaré M. Talabani juste

après sa réélection. Le président Talabani parlait en son nom et au nom des vice-présidents, le chiite Adel Abdel Mehdi et le sunnite Tarek al-Hachémi, également nommés hier. Ils ont été désignés à ces postes par les députés réunis à Bagdad, après l'élection d'un président de l'Assemblée, le sunnite Mahmoud Machhadani. La crise politique dans laquelle le pays était plongé a commencé à se dissiper avec l'annonce du premier ministre sortant, Ibrahim Jaafari, qu'il était prêt à

renoncer à sa candidature à la tête d'un nouveau gouvernement. Son groupe parlementaire, celui de l'Alliance unifiée irakienne (128 députés sur 275) a ainsi choisi le numéro 2 de son parti, Dawa, qui n'était pas contesté comme lui par les Arabes sunnites et les Kurdes. Un accord négocié par les différents groupes parlementaires a permis d'arriver au résultat d'hier, qui a vu le Parlement, dont deux réunions ont été reportées dans l'attente d'une entente, tenir finalement session.

Il a commencé par élire le sunnite Mahmoud Machhadani à sa présidence. Cet islamiste du Front de la concorde nationale était le seul candidat. Inconnu du grand public et médecin de profession, il s'est présenté aux députés comme un islamiste qui s'est opposé au régime baassis-

te de Saddam Hussein. Il avait été empi-sonné à deux reprises sous ce régime. Le chiite Khaled al-Attiya et le Kurde Aref Tayfour ont été élus adjoints du président du Parlement. Le premier est un dirigeant du puissant Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), présidé par Abdel Aziz Hakim, et le second est un des leaders du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, président de la région autonome kurde (nord). Le Parlement a ensuite choisi le Conseil de présidence. Le Kurde Jalal Talabani a été réélu ainsi que le vice-président chiite, Adel Abdel Mehdi. Le sunnite Tarek al-Hachémi, dont la candidature avait été contestée par les chiïtes, a obtenu la deuxième vice-présidence. Les trois personnalités ont aussitôt prêté serment sous les applaudissements des députés, dont 255 se sont exprimés et 266 étaient présents.

Deux postes à la tête de l'État n'ont pas été attribués, ceux de vice-premiers ministres, tandis que le choix des sept autres a provoqué des grincements chez deux groupes parlementaires qui n'ont eu aucun poste. Ainsi, Mehdi al-Hafez, de la liste de l'ancien premier ministre, le chiite laïc Iyad Allaoui a indiqué que ses 25 députés ont voté blanc hier pour marquer leur désaccord avec le système de quotas confessionnels à la base selon eux des sept nominations. Saleh Motlaq, un Arabe sunnite, dont le groupe a 11 sièges, a dit la même chose, en affirmant qu'il ne s'agit nullement d'un exécutif d'unité nationale.

Bras de fer Hamas-Fatah à Gaza

ASSOCIATED PRESS

GAZA, Bande de Gaza – Des partisans du Fatah de Mahmoud Abbas et du Hamas au pouvoir se sont affrontés hier à Gaza après que le chef politique du Mouvement de la résistance islamique eut accusé le président de l'Autorité palestinienne d'être un traître.

Ils ont échangé coups de feu et cocktails Molotov. Quinze personnes ont été blessées dans ces incidents. Des milliers de militants du Fatah ont manifesté en Cisjordanie pour exiger du chef politique du Hamas, Khaled Méchaal, qu'il s'excuse pour ses propos.

« Nous pouvons comprendre qu'Israël et l'Amérique nous persécutent, cherchent à nous assiéger et à nous affamer, mais qu'en est-il des fils de notre peuple qui complotent contre nous, qui suivent un plan étudié pour nous faire échouer », a déclaré vendredi le chef du mouvement après la décision du président de l'Autorité de s'opposer au projet du Hamas de formation d'une nouvelle force de sécurité composée de militants.

Le Conseil révolutionnaire du Fatah a publié un communiqué accusant Mé-

chaal de « préparer la guerre civile ». À Amman, en Jordanie, où se trouvait Mahmoud Abbas hier, son porte-parole, Nabil Abou Rdeneh, a jugé les propos de Khaled Méchaal « dommageables et irresponsables ». « Nous ne voulons ni problèmes ni escalade. Nous voulons que chacun respecte la loi et les intérêts supérieurs nationaux et fasse preuve de retenue », a-t-il affirmé.

De hauts responsables du Fatah et du Hamas se sont réunis d'urgence pour tenter d'apaiser les tensions. Le vice-premier ministre palestinien, Nasser Chaer, a déclaré que les commentaires de Méchaal n'engageaient pas le gouvernement mais le ministre de l'Intérieur, Saïd Siyam, a déclaré qu'il maintenait son projet sécuritaire.

Khaled Méchaal a semblé vouloir apaiser les tensions hier, en exhortant les factions palestiniennes à régler leurs différends politiques par le dialogue. Il a assuré que ses propos avaient été mal interprétés. Mahmoud Abbas a des pouvoirs que « nous respectons et apprécions beaucoup », a-t-il souligné, avant d'ajouter : « Mais le gouvernement a des prérogatives qui doivent aussi être respectées. »



PHOTO KHALIL HAMRA, AP

Des partisans du Fatah brandissaient leurs armes hier lors d'une manif dans le camp de réfugiés Khan Younis, au sud de la bande de Gaza.

ÉDITORIAUX

La haine de l'Église

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Samedi dernier dans nos pages, le curé de Sainte-Marie-du-Lac, Donald Tremblay, déplorait que les oeuvres culturelles québécoises charrient une image extrêmement négative de l'Église catholique. Dans les romans, les films et à la télévision, le prêtre est presque toujours montré comme un dictateur moral, un abuseur ou un niais.

« Cette culture anticatholique a semé dans l'imaginaire collectif la croyance que l'Église catholique est une institution qui a abusé du peuple québécois, qui a empêché le développement du Québec (...), écrit M. Tremblay. Ce prêtre a raison : il est temps que les Québécois reconnaissent le rôle fécond qu'a joué l'Église tout au long de notre histoire. Il ne s'agit pas de nier les erreurs,

Il est temps que les Québécois reconnaissent le rôle fécond qu'a joué l'Église tout au long de notre histoire.

les abus et la bêtise. Il s'agit de faire ressortir l'autre côté de la médaille. De rappeler que l'Église a instruit les Québécois francophones, y compris l'élite qui a fait la Révolution tranquille. Qu'elle a aussi soigné, aidé, consolé des centaines de milliers de gens. Qu'elle a façonné et protégé notre culture.

Il faudrait commencer par revoir la version dominante de l'histoire de la Révolution tranquille. Car si ses éléments les plus conservateurs ont bel et bien combattu les essentielles réformes, l'Église québécoise était loin d'être monolithique à cet égard. Dans un ouvrage qui vient de paraître, l'historien Michael Gauvreau montre que la Révolution tranquille trouve l'essentiel

Des quartiers pour marcher

akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Qu'est-ce qui incite les gens à marcher plutôt qu'à prendre leur voiture pour se livrer à leurs activités quotidiennes ? De jolies rues bordées de larges trottoirs ? La certitude de ne pas se faire frapper en traversant à une intersection ? Pas vraiment, a découvert Lise Gauvin, professeure au département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal. Pour que les résidents d'un quartier aient envie de s'y déplacer à pied, il faut avant tout qu'ils aient... beaucoup de raisons de le faire. Des commerces nombreux et variés. Des services. Des lieux consacrés aux sports et aux loisirs. Bref, comme on dit dans le jargon scientifique, une « densité de destinations ».

À première vue, ça peut ressembler à une lapalissade : les gens vont marcher s'ils ont un endroit où aller. Mais cette recherche menée auprès de quelque 2600 Montréalais a l'avantage de dissiper certains mythes. Par exemple, il ne suffit pas qu'un quartier soit convivial, c'est-à-dire qu'il soit facile et agréable de s'y déplacer, pour que les gens y marchent. Au contraire. Des 112 secteurs étudiés sur l'île, les plus conviviaux sont ceux où la densité de destinations est la plus faible. Autrement dit, ceux où les résidents sont le moins portés à marcher.

Nous n'avons, rappelons-le, jamais été aussi sédentaires. Selon Santé Canada, six personnes sur 10 font tellement peu d'activité physique qu'elles n'en ressentent aucun bienfait. On ne parle pas ici

de ses origines au sein même du catholicisme québécois. (*The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution*, McGill-Queen's University Press). Dès les années 30, les mouvements d'action catholique, appuyés par des membres du clergé, ont oeuvré en faveur de changements importants, notamment en éducation et dans la culture de la famille et du couple. Ces militants n'étaient pas anti-religion ; ils voulaient au contraire une religion plus moderne, plus vraie, plus pertinente. « La Révolution tranquille ne visait pas l'éviscération du catholicisme de la société québécoise, estime Gauvreau. On tentait plutôt de faire correspondre le catholicisme à la modernité et, ce faisant, de l'ancrer plus fermement dans la culture publique du Québec. »

Cela étant, on peut se demander d'où vient l'image noire que nous avons aujourd'hui de l'Église. Elle résulte certainement, en partie, d'expériences réelles du passé. De l'incapacité de l'Église aussi, la québécoise comme l'universelle, de s'adapter suffisamment à l'évolution de la science et des moeurs. Mais ces causes ne suffisent pas à justifier ce que le philosophe Daniel Tanguay appelle « la haine de l'Église catholique » : « Pourquoi s'acharner aujourd'hui sur une institution qui n'a de réels pouvoirs que dans l'imagination de ceux et celles qui la combattent sans danger et à peu de frais ? » (Revue *Argument*, printemps-été 2006). Peut-être, justement, parce que c'est sans danger et de bon ton. Et que cela permet d'identifier un autre responsable — avec « les Anglais » — de nos malheurs collectifs, réels ou imaginaires.

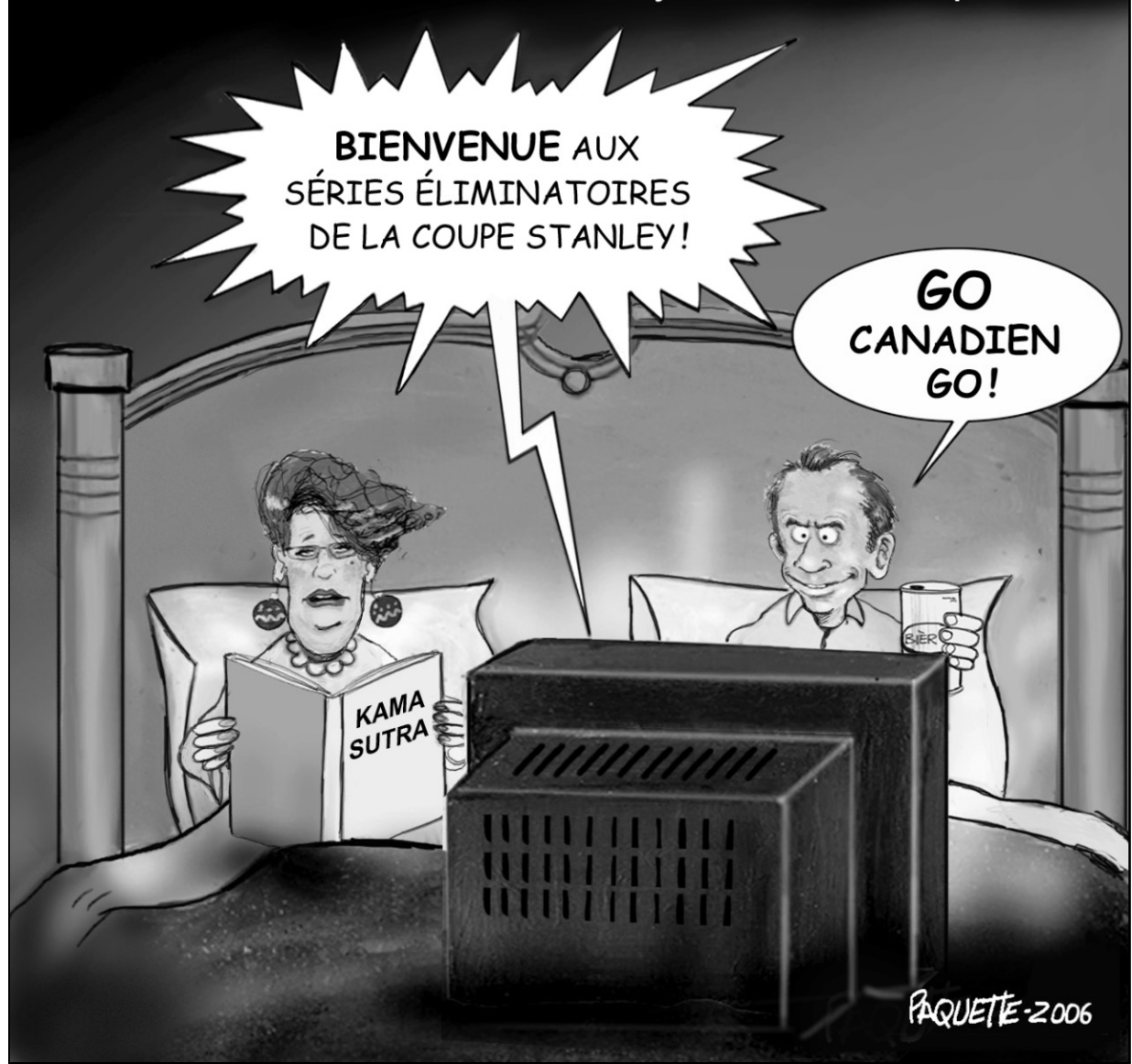
Nous devons à l'histoire, aux religieux dévoués et à nous-mêmes de réhabiliter le passé de l'Église. Nous comprendrons alors que si la rébellion anticléricale a eu beaucoup de bon, elle a aussi laissé un grand vide. Est-il possible, nécessaire de le combler ? Chose certaine, comme le souligne M. Tanguay : « le monde moderne a besoin d'institutions qui ralentissent la course même du mouvement moderne. »

de courir le marathon ou de fondre à vue d'oeil. Les spécialistes de la santé publique recommandent simplement 30 minutes d'activité physique modérée cinq fois par semaine. Or, la marche et les autres modes de transport actifs, comme à bicyclette, sont une excellente façon de faire de l'exercice sans s'en rendre compte. Au lieu de se casser la tête pour insérer des séances d'entraînement dans un horaire déjà surchargé, on fait d'une pierre deux coups en profitant du temps consacré aux courses et à d'autres activités quotidiennes pour bouger un peu.

Il faut donc modifier les lois de zonage et donner des permis de construction qui favorisent la mixité résidentielle et commerciale, recommande Lise Gauvin. Dans bien des quartiers de Montréal, c'est déjà acquis. Mais plusieurs municipalités de banlieue auraient intérêt à examiner leur réglementation pour voir comment elles peuvent favoriser cette mixité. Confiner les commerces à des zones accessibles seulement en automobile empêche les citoyens de joindre l'utile à l'actif, tout en accroissant la pollution atmosphérique. Du point de vue de la santé, c'est un recul sur deux fronts.

Malheureusement, il y a aussi un prix à payer pour habiter un quartier où on peut tout faire à pied. Plus cette fameuse densité est élevée, plus la sécurité est faible, ont constaté les chercheurs de l'Université de Montréal. Si on veut favoriser l'usage de la marche et du transport actif en général, il faudra y voir. Ceux qui n'ont pas de voiture, qui détestent chercher un stationnement, qui aiment bouger ou qui essaient de moins polluer sont déjà adeptes de la marche, du vélo, du patin ou de la planche à roulettes. Pour convaincre les autres d'en faire autant, il faudra rendre l'expérience plus sécuritaire.

Retour en force d'un ancien moyen de contraception...



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

De nombreux défis

Le successeur de Ralph Klein aura la lourde tâche d'orienter l'avenir de l'Alberta à travers une période de grande prospérité

SATYA DAS ET KEN CHAPMAN
 Les auteurs dirigent Cambridge Strategies Inc., un groupe-conseil albertain en politique publique.

En hâtant le départ du premier ministre Ralph Klein, les progressistes-conservateurs de l'Alberta ont fait plus que tourner la page sur une époque politique remarquable. Ils ont commencé à poser des questions qui sont susceptibles d'influencer en profondeur la prospérité et la durabilité futures de l'Alberta et du Canada.

Grâce à des années de surplus structurels à venir, l'Alberta pourrait se retrouver bientôt dans une meilleure position fiscale que tout autre gouvernement du monde développé. Or, les quatre dernières années ont fourni peu d'indices sur ce que souhaite faire d'une richesse sans précédent un gouvernement qui avait été élu pour éliminer la dette et les déficits.

Les membres du parti, de même que les autres Albertains,

Les progressistes-conservateurs albertains veulent que leur prochain chef soit capable de formuler et de communiquer clairement un portrait pratique et complet du destin de la province.

veulent savoir ce que la prospérité signifie pour le destin de la province. Quel genre d'avenir produira cette richesse ? Où voulons-nous aller en tant que province et comment nous y prendrons-nous pour y aller ? Quel rôle l'Alberta doit-elle jouer au sein du Canada et dans le monde ? Une telle richesse apporte pouvoir et influence. Comment cette chance doit-elle être utilisée et quelle sorte de leadership souhaitons-nous avoir maintenant ?

Ceux qui ont voté en faveur d'un changement de leadership aspirent à nouveau au même type de clarté qui avait marqué les

premières années de M. Klein au pouvoir, soit éliminer le déficit et la dette tout en restaurant la prudence fiscale. Ils veulent du renouveau et retrouver aussi cette énergie qui avait constitué le miracle politique lorsque M. Klein devint premier ministre pour la première fois. Ils souhaitent aussi que leur parti soit réel, ce qui est une source de préoccupation croissante chez de nombreux membres du Parti progressiste-conservateur.

Alors, si Ralph Klein était un homme du passé, le parti veut que demain commence tout de suite. Les dirigeants du parti veulent un nouveau leadership qui va revigorer le parti et faire en sorte qu'il demeure l'option de choix parmi les électeurs.

Les membres du PPC ne sont pas sans savoir que leur prochain chef aura besoin de plus qu'un culte de la personnalité pour connaître du succès. Ils savent que si les progressistes-conservateurs veulent demeurer une force politique viable, le prochain chef devra être capable de formuler et de communiquer

clairement un portrait pratique et complet du destin de la province. Le portrait doit emporter l'accord de tous les Albertains et non pas seulement celui de l'industrie pétrolière.

Ils savent qu'ils devront choisir quelqu'un qui possède les capacités et les qualités personnelles lui permettant de composer avec la croissance et de gouverner sagement dans un monde de plus en plus complexe. Les Albertains sont des gens pragmatiques et il leur faut plus que de la conviction idéologique. Ils attendent clarté et compétence de leur gouvernement et ils veulent un leadership qui dispose d'un

plan pratique ainsi que de la capacité et de la conviction pour le mettre en oeuvre.

Le style dépensier des cinq dernières années du gouvernement Klein a suscité des inquiétudes. Manifestement, ce changement d'attitude n'était pas attribuable à une idéologie partisane. La plupart des gouvernements libéraux et du NPD donneraient leur accord à une croissance substantielle des dépenses en santé et en éducation et à des investissements colossaux dans les infrastructures. Mais de nombreux Albertains conservateurs et même progressistes s'interrogent sur la sagesse de tant dépenser si rapidement. Les dépassements de coûts des projets sont maintenant devenus la norme.

Les trop grandes disponibilités financières de la province cachent de nombreux péchés, en particulier en ce qui a trait aux milliards dépensés dans la période d'après-budget au cours du dernier exercice financier. Cette accélération des dépenses d'immobilisations aurait pu sembler plus justifiée si elle avait lieu dans le cadre d'un projet global pour l'avenir. L'approche avait plus qu'une odeur de décisions ponctuelles et cela préoccupe les Albertains. Ces derniers commencent à demander à mieux comprendre les conséquences de telles décisions de développement si peu planifiées et prises avec une telle hâte.

Ironiquement, la province a adopté une stratégie de développement et de croissance à long terme. Le plan stratégique de 20 ans comporte quatre objectifs clairement articulés : « lâcher la bride à l'innovation ; être un leader en apprentissage ; concurrencer sur le marché mondial ; et faire de l'Alberta le meilleur endroit où vivre, travailler et à visiter. » Et pourtant, sur le plan politique, on ne dispose d'aucune preuve établissant un lien entre les dépenses et les schémas d'investissement et ces objectifs stratégiques.

Ce plan stratégique de 20 ans est un cadre de travail, mais ce n'est pas encore un projet. Les Albertains aiment les objectifs du plan stratégique de 20 ans. Celui-ci doit toutefois passer maintenant d'objectifs optimistes à un plan d'action cohérent et complet. Ce qui manque, c'est un sens clair de la manière dont l'Alberta atteindra ces objectifs et ce que le cheminement signifiera en ce qui concerne la place de l'Alberta au sein du Canada et dans le monde.

Ce sera là la grande tâche qui attend le prochain chef. Le culte de la personnalité ne suffira tout simplement pas cette fois.

À VOTRE TOUR

Bienvenue au XXI^e siècle!

LETTRE DE LA SEMAINE

DENIS CHOUINARD

L'auteur est enseignant et père de deux enfants.

Lorsque nous pensons à une société équitable envers tous ses membres sans égard au sexe, à la couleur de la peau ou à l'orientation sexuelle, pensons-nous vraiment aux pères modernes ? L'homme de la maison, le métrosexuel avec enfants ! Vous savez, l'homme nouveau genre, celui qui fait rêver les femmes québécoises. Croyez-moi, je n'ai assurément pas la prétention de me définir comme tel. Je vous invite simplement dans l'une des facettes de mon quotidien.

Je suis enseignant et père de deux enfants, ma conjointe, bachelière en architecture, est conceptrice et chargée de projet. Vous ne prendrez pas beaucoup de temps afin de comprendre qu'elle gagne de meilleurs revenus que moi et que, bien sûr, elle travaille un nombre d'heures amplement plus considérable que moi chaque semaine. Nous sommes vraiment heureux que sa carrière prenne son envol et qu'elle brise les stéréotypes en se rendant sur des chantiers de construction, casque blanc sur la tête, bottes de sécurité dans les pieds, plans et devis sous le bras.

Vous déduirez également que c'est papa qui va porter les deux adorables enfants à la garderie le matin, que c'est papa qui va les rechercher ; papa qui prépare également le souper tout en pensant aux lunchs du lendemain. Il donne aussi les bains et fort heureusement maman arrive à temps pour lire les histoires avant le coucher. Tout cela sans compter les multiples rendez-vous qu'engendre le fait d'avoir deux enfants en bas âge.

Du sable dans l'engrenage

Ouf ! Jusqu'ici, je n'ai pas à me plaindre puisque des milliers de femmes et d'hommes font ce que je fais tous les jours. Nous avons choisi cette vie et nous en sommes tous très heureux, je ne m'en plaindrai certainement pas.

Cependant, voici maintenant où il y a un os dans notre société, qui est passée d'un système machiste à un système féministe. Je ne voudrais surtout pas que vous arrêtiez de lire ici, mais nous devons admettre sincèrement que ni l'un, ni l'autre n'est justifiable.

Nous désirons tous une société équitable



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Une famille du XXI^e siècle : Mélanie Veilleux, Denis Chouinard et leurs deux enfants, Mathilde et Emmanuel (tout à droite).

et juste envers tout le monde. Toutefois, à la Régie des rentes du Québec (soutien aux enfants) on ne semble pas croire qu'une femme ait des enfants avec un homme et qu'il se pourrait que ce dernier s'occupe de sa famille ! Je m'explique. À notre retour au Québec, à la suite d'une absence de six ans occasionnée par le travail de ma conjointe, nous sommes arrivés ici avec deux ravissants poupons. J'ai donc entrepris les démarches pour obtenir ce que l'on appelait alors la « prestation familiale ». J'ai dûment rempli les formulaires, je suis même allé rencontrer les fonctionnaires de la Régie pour obtenir des informations complémentaires. Lorsque je remplissais les formulaires bureaucratiques, j'ai mentionné que nous étions mariés. Ma conjointe a signé et j'ai aussi signé la paperasse. Bref, j'ai tout fait dans les règles de l'art.

Première surprise, toute la correspondance

subséquent n'est adressée qu'à ma femme. Bon, je me dis que ce n'est pas très grave puisqu'à l'intérieur on mentionne tout de même qu'elle a un conjoint ! Par la suite, comme nous changeons d'établissement bancaire, je décide d'appeler à la Régie pour faire changer notre virement automatique (toujours dans un compte conjoint, car nous avons vraiment un souci d'équité à la maison). Deuxième surprise, on me dit que le dossier de madame est confidentiel et, sans écouter mes propos, on me dit qu'elle doit appeler elle-même. Je leur mentionne que, dans son horaire de 60 heures par semaine, mon épouse n'a pas le temps de les appeler, à moins qu'ils soient ouverts entre 19 h et 22 h. Rien à faire !

Une question me turlupine : pourquoi, lorsqu'on pense aux enfants, on s'attend invariablement à ce que la femme prenne tout à sa charge ? Plusieurs hypothèses

sont possibles, mais ne me parlez pas de réalité historique, car je vis dans le présent, dans une société dite moderne et évolutive. Nous cherchons constamment l'équilibre entre l'homme et la femme, nous voulons une société équitable et juste. Alors, pourquoi perpétuer certaines habitudes « historiques » ? Pourquoi ne pas considérer les parents comme des égaux en tous points ? Quelle différence cela fait-il que ce soit moi ou ma conjointe qui appelle à la Régie, alors que nous le faisons pour le bien de nos enfants ? Serait-il trop compliqué de créer des dossiers conjoints à la Régie ?

Bienvenue au XXI^e siècle !

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Chouinard recevra une copie laminée de cette page.

« J'aime ce journal parce que... »

MARIELLE BERNARD

L'auteure habite à Varennes.

Cela s'est passé sur mon lieu de travail. Cela pourrait se passer dans le vôtre. Un confrère de travail, prenant un air un peu perdu, dit en se moquant : « Voulez-vous acheter le journal *L'itinéraire* ? » Et le groupe rigole...

Moi je ne ris pas. Je ne ris pas, d'abord parce que j'aime ce journal où les camelots expriment leur vie, leurs émotions, leurs craintes. J'aime ce journal pour les questionnements sociaux. J'aime ce journal où des personnalités connues n'hési-

tent pas à donner une entrevue. J'aime ce journal pour le prix et pour le courage de celui qui le vend 2 \$ pour ne garder qu'une pièce de 1 \$. J'aime les yeux du camelot qui s'allument lorsque je veux acheter son journal et qu'on échange quelques mots. J'aime le merci qu'il me lance en me disant « Bonne journée ». Parce que j'y vois, moi, un échange entre deux êtres égaux qui se respectent et se souhaitent le mieux pour une belle journée.

Un air bizarre

Oui, quelquefois, les camelots peuvent avoir un air bizarre. Mais

dès qu'on s'adresse à eux avec un sourire et même avec un « non merci », on leur démontre qu'ils sont là, qu'ils existent comme êtres humains. Il faut franchir cette peur. Cette peur qui fait rire, cette peur d'être confronté avec la vraie misère, celle qui a des yeux, un sourire, un corps. Quand on donne à Centraide, on ne la voit pas. La misère est moins dérangeante, moins misérable sur un talon de paie !

Oui j'aime ce journal car, ayant quelqu'un de proche de moi souffrant de maladie mentale, je comprends qu'on peut tomber vite et subitement. Parce que personne n'est à

l'abri des coups de la vie. Parce qu'aussi je suis un humain privilégié. Je ne me questionne pas tous les jours pour ma survie. J'ai un travail, une famille, des ami(e)s et la santé. Parce qu'à mes 18 ans on ne m'a pas mis sur la route de la vie après 15 familles d'accueil. Parce que moi, mes parents sont venus m'aider à m'installer en logement après mes études, que je suis aimée et que j'aime...

Les mal-aimés

Tous les jours, pour rejoindre mon mari en covoiturage, je marche dans le quartier Centre-Sud, un des plus

pauvres du Canada. Le quartier des marginaux, des mal-aimés. Une demi-heure où je vois la pauvreté, la marginalité. Mais j'arrive aussi à y voir de belles images : trois petits gars qui jouent au *basket* dans une cour délabrée près du pont Jacques-Cartier, des boîtes à fleurs remises dans une cour où un seul vieux arbre se penche sur une ruelle défraîchie, une bicyclette attachée au poteau de stationnement, des jeunes avec plein de tatouages et de perçages qui parlent à leurs chiens.

Dans la misère on voit des petits bonheurs. Il faut regarder comme il faut. Une fois les préjugés mis de côté, qui sommes-nous pour juger ? Il faut s'ouvrir à la misère, ne plus la voir qu'en statistiques. Acheter un journal 2 \$ pour aider quelqu'un, c'est un début. Comme individu responsable, c'est le moins que l'on puisse faire.

Une vie à attendre...

LISE JETTÉ

L'auteure est résidente de Boucherville.

Ma belle-mère de 82 ans attend depuis quatre mois (on lui avait dit que ce serait deux mois) pour être opérée à un oeil (dégénérescence maculaire et cataracte). Elle est atteinte aux deux yeux, donc presque aveugle. Je vais vous raconter ce qu'elle vit depuis des années : attendre le prochain rendez-vous chez le médecin, attendre que le médecin se décide à l'opérer, attendre qu'on l'appelle pour le premier oeil, puis perdre le deuxième oeil et attendre l'opération pour le deuxième oeil, etc.

On croyait que l'attente était enfin terminée... puisque j'ai appelé le 27 mars au matin pour savoir quand, enfin, on allait l'opérer. On me répond qu'elle est sur la prochaine liste... On m'explique comment elle

doit se préparer pour le 7 avril 2006. On la contacte le lendemain pour lui passer un questionnaire préopératoire et on lui a fait savoir qu'on communiquera avec elle seulement si l'heure de l'opération devait changer.

Ma belle-mère de 82 ans avait retrouvé sa voix remplie d'espoir. Elle comptait les jours qui la séparaient de son opération. Bien sûr, elle n'a pas dormi de la nuit précédant la fameuse opération. À 4h30, elle était déjà prête et habillée pour se rendre à l'hôpital.

Arrivée même avant l'heure prescrite de 6h30, elle attend qu'on appelle son nom... Inquiète de ne pas avoir été nommée, elle s'avance au comptoir d'accueil. Elle s'aperçoit que tous ont été convoqués à la même heure, le dernier comme le premier... C'est tellement « normal » d'attendre dans notre système de santé... Donc, on

fait attendre tout le monde.

Ma belle-mère se fait alors dire qu'on a tenté de l'appeler deux jours plus tôt et que, sa ligne téléphonique étant occupée, on a simplement annulé son opération plutôt que de communiquer à nouveau avec elle ou à un autre numéro noté au dossier. Une préposée, qui ne pouvait lui expliquer la teneur de cet appel, s'est tout simplement excusée de l'erreur... Et le médecin ne pouvant plus ajouter une opération à son horaire, c'en était tout... Au suivant !

Ma belle mère de 82 ans, en pleurs, est retournée chez elle pour attendre un autre mois... C'est ce qu'on lui a dit. Elle, qui ne changeait plus de pièce dans son appartement sans son téléphone, n'osera même plus tenir une conversation (une des seules activités qui lui reste) de peur de rater le prochain appel de l'hôpital.

Des vies entre vos mains!

THÉRÈSE L. DIONNE

L'auteure demeure à Sillery.

Ma lettre s'adresse au premier ministre, M. Jean Charest, au ministre de la Santé, M. Philippe Couillard, et à tous ceux qui ont le pouvoir de changer les lois.

Mon fils Patrice a été opéré Samedi saint à l'hôpital Royal Victoria. Il était en attente d'un coeur depuis bientôt quatre ans. Un an auparavant, on lui avait implanté un appareil défibrillateur. Les cinq dernières années ont donc été bien angoissantes, non seulement pour lui-même, mais pour ses trois jeunes fils et tous ceux qui vivent cette grande épreuve avec lui.

Ce qui a compliqué encore davantage les choses est qu'il a dû subir une double transplantation, son foie s'étant détérioré à cause des délais d'attente qui ont été beaucoup trop longs. Lorsque l'opération a eu lieu, c'était une première au Québec.

Il serait urgent de mettre en vigueur, comme l'a fait la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique et l'Autriche, une loi en ce qui concerne le prélèvement automatique et autorisé d'organes sauf si le défunt a, de son vivant, fait connaître son refus de le faire.

Je fais appel à vos coeurs de père et de mère ! Je vous en prie, faites qu'on donne un second souffle de vie à tous ceux qui ont un problème similaire à celui de mon enfant, car le pourcentage de donneurs est extrêmement bas, dans le moment.

J'ai tragiquement déjà perdu un de mes fils à cause de cette maladie et c'est avec l'énergie du désespoir que je tenterai de vous convaincre de modifier les lois pour sauver d'autres Patrice à travers le Québec. Pourquoi ne pas saisir l'occasion de la Semaine nationale des dons d'organes et de tissus, qui commence aujourd'hui, pour changer les choses ? Des vies sont entre vos mains !

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Itée dont le siège social est sis sur 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

AILES

LES AILES DE LA MODE

ISAAC MIZRAHI

pour Les Ailes de la Mode



Collection exclusive
*Maintenant
en magasin*



Robe
49.50\$

Robes de Graduation
à partir de
59.99\$
Prix Rég. 99.99\$-299.99\$
Notre prix 59.99\$-199.99\$

Habits pour homme
50%
de rabais*
Prix Rég. 199.99\$-595\$
50%
de rabais*
Notre prix 99.99\$-297.50\$

*marchandises sélectionnées

Coordonnées pour femme
Achetez un veston et obtenez un pantalon et une blouse*
gratuitement
Offre d'une durée limitée
les trois pièces à partir de **68\$**

*marchandises sélectionnées

PROMOTION DE PRINTEMPS

Marques renommées de printemps pour homme et femme

Hörst
20%
de rabais*

POINT ZERO
20%
de rabais*

steilmann
20%
de rabais*

20 à 50%

de rabais

*marchandises sélectionnées

JONES NEW YORK
30%
de rabais*

Vroom & Dreesmann
30%
de rabais*

MIKK COUTURE
50%
de rabais*

Bermudas cargo pour homme
2 pour 30\$*
prix rég. 19.99\$ chaque
*marchandises sélectionnées

Polos pour homme
2 pour 20\$*
prix rég. 29.95\$ chaque
*marchandises sélectionnées

Camisoles pour femme
2 pour 20\$*
prix rég. 19.95\$ chaque
*marchandises sélectionnées

Jupes pour femme
2 pour 30\$*
prix rég. 29.95\$ chaque
*marchandises sélectionnées

MONTREAL
Centre-ville
677 rue Ste-Catherine Ouest
514-282-4537

BROSSARD
Mail Champlain
2151 boul. Lapinière
450-672-4537

LAVAL
Carrefour Laval
3035 boul. Le Carrefour
450-682-4537

SAINTE-FOY
Place Sainte-Foy
2450 boul. Laurier
418-652-4537

Vroom & Dreesmann Steilmann R2 Pinstripe Point Zero Penguin Nine West Mikk Couture Majora Marc Aurel

4YOU Anne Klein Beechers Brook Betty Barclay Essex & Taylor Gant Isaac Mizrahi Jeanstar Jones NY Collection Kasper